

FRANCE

Janv.-Fév. 1962 - N° 38

2 NF

FORUM



L'Information
dans les sociétés
modernes



A propos de « Service inutile ? »

Si l'on estime que la démocratie doit être un système du gouvernement des hommes par eux-mêmes en fondant des institutions à leur profit et contrôlées par leurs soins, on est sur la voie de la réforme. A condition de soumettre ce postulat aux deux impératifs suivants : honnêteté politique et économique.

Ces deux impératifs sont d'ailleurs étroitement liés.

Cela implique que la décision prise au niveau de l'Etat et du Gouvernement soit expliquée, qu'elle soit conditionnée par des motifs avoués.

Alors le citoyen redeviendra responsable et conscient de participer à une œuvre dont il comprend la progression.

Cette tâche d'information vous appartient, comme elle appartient aux députés.

Pour ce faire il importe d'avoir une opinion sur les problèmes en cause, de la défendre, de l'expliquer. Cela requiert à l'heure actuelle de la part de ceux qui se veulent responsables, beaucoup d'honnêteté intellectuelle, beaucoup de foi en la cause de la personne humaine et aussi pas mal de courage.

Faute de cette attitude chez les responsables, tout service ne peut qu'apparaître inutile à l'exécutant que demeure le simple citoyen.

Je reprends un des exemples que vous citez : l'Algérie.

Service inutile en Algérie ? Comment en serait-il autrement pour l'exécutant qui est l'éclairé de pointe à la tête de sa section et qui doit en ouvrir la marche au péril de sa vie. Restant à son poste, il cherche désespérément au travers des informations la voix nationale qui lui expliquera ou justifiera son action, qui le déchargera de la lourde responsabilité prise en tuant ou en cherchant à tuer celui qu'on lui a désigné comme ennemi. Cette explication per-

sonne ne la lui donne, pas plus le Parlement que les forces pensantes de la nation.

Condamnez cette action ou justifiez-la, mais ne vous réfugiez pas dans le mutisme qui ne laisse au citoyen que le refuge de l'absurde et de l'inutile.

Dans ce cas particulier de l'Algérie, comme dans tous les autres problèmes, il importe que la nation tout entière soit consciente et responsable. Alors les citoyens le deviendront.

Saint-Exupéry a dit : « La grandeur d'un métier est peut-être avant tout d'unir des hommes ». Aussi obscure que soit la tâche de chacun, elle le serait moins si l'on expliquait aux citoyens comment l'effort conscient de chacun doit nous unir pour le meilleur, alors que l'incompréhension, l'inconscience et en définitive l'irresponsabilité semblent nous enchaîner pour le pire.

A. H. (Algérie).

Défense de l'homme

et de la liberté

J'ai de suite apprécié la valeur objective de cette Revue par les multiples articles qu'elle soumet à la réflexion des lecteurs. C'est une revue qui mérite des éloges et qui doit poursuivre sa noble tâche démocratique de défense de l'homme et de la liberté malgré les critiques qui sont certainement faites à son égard.

CHRISTIAN TORTEL.

Sathonay-Camp (Ain).

On comprend, donc bravo !

J'ai lu avec intérêt le numéro de décembre de « France-Forum ».

Faisant partie des Français tout à fait moyens, j'ai apprécié que vous puissiez traiter des problèmes ardu, souvent

inaccessibles à ces Français moyens, dans un langage clair, parfaitement compréhensible. Bravo à tous les auteurs de ce numéro.

A tous aussi mes bien sincères encouragements.

Mlle SERVOIS (Doubs).

De Gaulle et les communistes

Ce qui m'a choqué dans *Polémiques et Dialogues* du N° 36 c'est l'affirmation :

« L'Histoire retiendra qu'en mettant hors du gouvernement les ministres communistes hérités du général de Gaulle, Paul Ramadier a réalisé un exploit assez unique dans l'histoire de l'Europe contemporaine. »

Il est évident que le général de Gaulle n'a nullement ramené les communistes dans ses bagages (à l'exception de Fernand Grenier qui s'était rendu à Londres et auquel devait être bientôt retiré son portefeuille ministériel), mais qu'il les a trouvés sur place où ils avaient su prendre dans la Résistance un certain nombre de postes de commande. Encore par suite de l'opposition conjuguée des émissaires du Général de Gaulle et des résistants non communistes, n'ont-ils pu réussir à s'emparer de tous ceux qu'ils convoitaient (je l'ai relaté dans mon livre sur le Conseil National de la Résistance, à propos des postes de Préfets de Police et de la Seine). N'est-ce pas d'ailleurs le Général Weygand qui au cours d'une discussion dans un conseil ministériel de Vichy déclarait à Laval que sa politique ed chien couchant devant les Allemands, conduisait la France au communisme ? C'est bien effectivement ce qui se serait passé en 1944, s'il n'y avait pas eu de Gaulle et les Gaullistes.

René HOSTACHE.
Député U.N.R. des Bouches-du-Rhône.

Pour faire connaître

FRANCE-FORUM

Demandez

des numéros spécimens

qui vous seront adressés

GRATUITEMENT

FRANCE-FORUM

Comité d'Etudes et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN
Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DU-BOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE
Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

PHOTOS

Forum : L. Prat.

Enquêtes : Magnum, A.F.P.

Questions d'aujourd'hui : Magnum, Vie Catholique.

Théâtre : Studio Lipnitzki.

FRANCE

FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Jean Leconuet, Henri Bourbon.

68, rue de Rennes - Paris (VI)

C.C.P. Paris 14-780-84 — Tél. : LIT. 68-93

Prix de vente au numéro 2 NF

Abonnement : 8 numéros par an .. 15 NF

S O M M A I R E

N° 38 - JANVIER-FEVRIER 1962 - 2 NF

EDITORIAL

- Que veulent les jeunes-ruraux ?* 3
PAR MARCEL BRUEL

FORUM

- Information et Démocratie*, AVEC GILBERT CESBRON, JEAN GRANDMOUGIN,
GEORGES HOURDIN, PIERRE VIANSSON-PONTE 4

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

- L'aménagement du territoire à l'échelle européenne*, PAR PHILIPPE SAINT
MARC 14

ENQUETE

- Vent d'Est, vent d'Ouest sur l'Amérique latine*, PAR MAGDELEINE DE LA
CHEVRELLIERE 19

DOSSIER

- Peut-on partager l'Algérie ?* PAR ANNIE LOMBARD 23

PROBLEMES

- Animer économiquement les chefs-lieux de canton*, PAR ANDRE-FRANÇOIS
MERCIER 26

- POLEMIQUES ET DIALOGUES 2

PROPOS DU TEMPS

- La Peste*, PAR ETIENNE BORNE 34

EXPOSITION

- Braque au Louvre*, PAR JACQUES MALLET 29

THEATRE

- La Grotte d'Anouilh*, PAR FRANÇOISE BASCOUL GAUTHIER 30

NOTES DE LECTURE

- L'Etat et le Citoyen du Club Jean-Moulin*, par Henri Bourbon 31

- Eloge du Colonialisme de J. Cheverny*, par Georges Le Brun Kéris 32

- La Cour de André Ribaud*, par Joseph Poli 32

UN FAR-WEST, MAIS SANS SHERIFF

LE F.L.N. et l'O.A.S. qui ne peuvent se comprendre que l'un par l'autre ont réussi conjointement à démontrer, des deux côtés de la Méditerranée, combien était précaire et superficielle ce qu'on appelle d'un nom pompeux la civilisation. Ces tueurs fanatiques ou à gages, ces engins qui apportent la mort et la destruction au coin de la rue et dans les demeures paisibles, ces enlèvements, ces rançonnements organisés des riches et des pauvres, toutes ces péripéties, pour parler le noble langage de l'indifférence gaulliste, ramènent notre pays à la jungle originaire et feront bientôt considérer la France comme, ce qu'était la Turquie autrefois, « l'homme malade de l'Europe ». L'O.A.S., entreprise de « gangstérisme tricolore », comme disait courageusement Pierre Brissson, travaille bien pour le prestige d'une nation qu'elle prétend servir avec intransigeance. Cette France, bientôt sans mœurs et sans lois, ressemblerait de jour en jour davantage au Far-West des western, s'il n'y manquait trop visiblement le shériff, bon justicier, capable de venir à bout des bandes rivales parce qu'il n'a jamais été compris avec aucune d'elles.

L'O.A.S., et ce n'est pas un mince avantage, a gagné une bataille, celle de la propagande : les Français, qui sont en passe d'oublier les noms et les initiales des partis traditionnels, connaissent maintenant tous le sigle de l'O.A.S. dans laquelle beaucoup, sensibles aux simplifications dramatiques d'une situation trop complexe, sont tentés de voir la seule opposition qui compte au régime et au général de Gaulle. L'opinion internationale, elle aussi, qui a contribué à donner tant d'importance au F.L.N., alors qu'il n'était pas encore sûr qu'il fût tout le nationalisme algérien, est en train pareillement de contribuer à la fortune de l'O.A.S. à force de reportages et d'interviews à des télévisions et dans des magazines avides d'insolite et de sensationnel. Faire irruption sur la scène publique par la violence, rester invisible dans le mystère, mais être présent partout par l'attentat ou la menace de l'attentat, provoquer un partage irréparable de l'opinion en portant à l'incandescence l'approbation ou la contradiction des engagés et des convaincus, tout en intimidant les médiocres, faire parler de soi dans un style coloré et pathétique, bref choisir la tragédie pour se faire prendre au sérieux, telle est la tactique que l'O.A.S. assure, et ce n'est ni une erreur, ni une justification, avoir littéralement empruntée au F.L.N.

Qu'on ne croie pas avoir confondu les hommes de l'O.A.S. quand on leur aura expliqué comme Sirius dans « Le Monde » « qu'ils n'ont plus grand-chose à envier et rien à reprocher à ceux qui, en face, arment et encouragent les tueurs du F.L.N. », car ces beaux chevaliers font profession de s'être mis à cette glorieuse école, afin de se faire reconnaître eux aussi comme interlocuteurs valables. Vouloir battre l'adversaire avec ses propres armes, retourner la violence contre la violence, cette amère logique est le principe des plus sinistres folies. Là est le cancer qui ronge la France et qui s'il n'est pas rapidement extirpé risque d'être mortel. L'O.A.S. imite le F.L.N. et tels adversaires bruyants de l'O.A.S. en prônant des méthodes d'auto-défense, en se mettant à désigner des otages parmi les sympathisants déclarés de l'Algérie française, imitent à leur tour l'O.A.S. et tombent avec une allégresse qui fait mal dans le piège de cette provocation à la guerre civile, qui est l'ultime et misérable chance d'un néo-fascisme français.

Car si nous étions tous d'accord pour agir comme s'il n'y avait plus d'Etat, ne parlons plus ni les uns de patrie, ni les

autres de démocratie. La pratique du plastic, du couteau, du chantage à la terreur sont en train de transformer ce pays en un Far-West sans moralité publique, fort plaisant à considérer par les spectateurs du dehors, amusés ou malveillants. Contre l'audace de la subversion, il faudrait d'urgence mettre ensemble l'Etat et les démocrates, la République et les bons citoyens. Mais lorsqu'un système de secret, de machiavélisme vulgaire et de faux prestige tient lieu de pouvoir entretenant et exaspérant la colère de quelques minorités et provoquant au sommeil le plus grand nombre, on risque de chercher en vain la République dans l'Etat et de véritables démocrates parmi ces endormis et ces furieux.

LE DEFI DE NASSER

LE procès qui, au mépris du droit des gens, est fait au Caire à quatre de nos compatriotes a été évidemment voulu par le seul Gamal Abdel Nasser, maître tout-puissant d'une Egypte soumise à sa dictature, et qui, en cette circonstance obéit à un seul mobile : la haine du nom français. Pour ce fanatique, il s'agit de faire payer à nos diplomates et la campagne de Suez, et l'amitié avec Israël, et la guerre d'Algérie, autant de crimes dont la France est coupable et qui demandent vengeance. Par ce moyen on entretiendra aussi en Egypte un nationalisme xénophobe, diversion classique des modernes tyrannies aux problèmes qu'elles sont incapables de résoudre, triste opium, et qui fait grandement délirer, des peuples qui se croient libérés.

On s'étonne qu'en France, l'opinion dite couramment de gauche montre tant de passivité devant le scandale. Pourtant les intellectuels avancés savent avec quelle encre s'écrivent les manifestes au service des droits de l'homme. Mais non, le parti de la conscience est sans indignation, sans voix, sans style. L'un des accusés du Caire est un universitaire de grande classe, et cet humaniste se trouve être par surcroît un excellent connaisseur et un ami de la civilisation islamique : on n'a pourtant pas entendu dire que l'U.N.E.F. ou les divers syndicats d'enseignants aient exprimé leur solidarité avec un homme qui fait honneur à l'Université et relevé le défi que Nasser a lancé à une culture et à des valeurs à la fois françaises et humaines. Ayons le courage de dire clairement des vérités déplaisantes : nos intellectuels de gauche répugnent à s'en prendre à Nasser, parce que le bikbachi, tout militaire et militariste qu'il soit, fait figure de progressiste et d'anticolonialiste ; il se situe à côté et un peu en dessous de Fidel Castro dans le panthéon des héros de la secte. L'homme, dont le livre récent d'un exilé égyptien (« L'affaire Nasser » par Abdul-Fath, chez Plon) dévoile le véritable visage, a beau pratiquer au-dedans de son pays les méthodes de gouvernement mises au point par Hitler et Staline, il faut bien qu'il ait quelque chose d'un homme de gauche, quand ce ne serait que parce qu'il est l'ami public du F.L.N. Même son antisémitisme, protecteur dans l'Egypte nouvelle de quelques réfugiés nazis qui ont fait là-bas une seconde carrière, sera bientôt une opinion éclairée et avancée. De tels conformismes sont proprement désolants : la gauche n'est plus la gauche lorsqu'elle ne sait plus reconnaître et dénoncer la tyrannie partout où elle se trouve.

Quant au gouvernement, qui aurait dû être assez au courant des mœurs politiques de Nasser pour ne point ignorer les risques courus par la mission qu'il avait hasardée en Egypte, son sens de la grandeur lui a permis de répondre dans le style qui convient au défi de Nasser : M. Couve de Murville a vivement conseillé aux importateurs français de s'abstenir d'acheter le coton égyptien.

Que vont faire nos jeunes ruraux ?

par Marcel BRUEL

Le IV^e plan prévoit la création de 1.000.000 d'emplois nouveaux d'ici à 1965 dont 940.000 seront créés dans le secteur tertiaire, c'est-à-dire : administration, services, recherche, etc., en un mot tout ce qui n'est pas Agriculture ou Industrie. Le Plan prévoit l'exode rural de 270.000 agriculteurs durant les quatre prochaines années, soit 70.000 par an environ. Il n'est pas douteux que cet exode va toucher en priorité, sans qu'il soit besoin pour cela de réglementation, les régions où les structures d'exploitations sont les plus défavorables, où les conditions sont les plus rudes (terrains en pentes, fermes morcellées, mécanisation impossible), autrement dit les régions sous-équipées, sous-développées. D'ailleurs, qui résoudra le problème des jeunes qui se trouvent dans ces régions rurales autrefois prospères, des vallées par exemple, mais où sur quelques hectares de terre à forte pente pousse une vigne qu'il faut travailler à la pioche, traiter à l'appareil à dos, descendre la vendange à force de bras et cela pour vendre le vin 40 ou 50 francs... Comment va se faire cet exode ? Va-t-on le diriger, le guider ou le laisser s'opérer dans un climat de lutte pour la vie où le plus défavorisé est toujours exploité, dévoré...

Nombreuses sont les fermes qui ne fournissent plus un revenu suffisant pour une famille où demeurent encore des enfants, garçons ou filles, qui ont atteint la majorité, dépassé les 18 ans, et qui restent là parce qu'ils n'ont pas de formation professionnelle souvent même pas le C.E.P., et qui attendent... quoi?... Rien d'extraordinaire assurément, car ils ne perçoivent pas de salaire et lorsque l'âge de fonder un foyer arrivera, ils s'apercevront qu'ils sont des inadaptés, condamnés au célibat et aigris contre la société.

Le syndicalisme qui est d'abord au service de l'homme se doit de se saisir de ce problème. Nous ne voulons pas que l'exode se fasse selon la loi de la jungle. Il est temps de se préoccuper des possibilités qu'ont les partants, adultes mais surtout jeunes, de se reclasser convenablement ailleurs. Quelles possibilités existe-t-il pour ceux qui ont 18-20 ans et pas de C.E.P. ? De suivre pendant un laps de temps de 6 mois à 2 ans une formation professionnelle accélérée ? Les centres trop peu nombreux qui existent, ou bien sont onéreux ou bien demandent à l'entrée une formation de base équivalente au B.E.P.C. ou baccalauréat. Pensons aussi à ceux qui ont charge de famille et qui ne peuvent rester sur une exploitation non viable. Il est indispensable qu'ils puissent recevoir pendant la durée de leur formation un salaire leur permettant de faire face à leurs responsabilités familiales. Les capitaux employés à ce fonds de reclassement seraient assurément plus utiles et plus efficaces que ceux distribués aux allocations de chômage.

Pour les plus jeunes qui sont encore à l'âge de la scolarité, va-t-on laisser subsister cette discrimination scandaleuse qui consiste à réduire ou supprimer les bourses d'études aux jeunes ruraux dont le père possède une ferme de 8 ou 10 hectares ? Le capital foncier n'est malheureusement pas un bien consommable et souvent une telle ferme permet une recette brute qui varie entre 3.500 et 4.000 NF par an pour la famille. Peut-on s'étonner dès lors que, alors que la profession agricole représente 22 % de la population française, l'on ne retrouve que 1,5 % de fils d'agriculteurs fréquentant les grandes écoles (et encore serait-

il intéressant de décompter à part ceux qui viennent de petites exploitations familiales). Malgré les efforts réalisés ces dernières années, nous ne pouvons encore affirmer que l'enseignement soit parfaitement démocratisé. L'importance de cette question apparaît lorsque l'on constate que ce sont les diplômés de ces grandes écoles qui occupent les postes clefs de notre société moderne. L'enseignement manifeste une entière carence dans le domaine agricole. Tout en France est conçu en fonction de l'industrie. Même les étudiants issus du monde agricole sont condamnés à se couper de leur milieu et, arrivés au terme de leur formation, ne sont guère plus informés des grands problèmes agricoles que l'ensemble de ceux qui sortent des grandes écoles.

Le ministre Pisani s'est attaché à souligner que depuis un bon siècle, « l'intelligence » française restait absolument en marge de l'agriculture. Toute formation des cadres français demeure à base industrielle et reste dépourvue de la moindre allusion aux véritables problèmes du domaine agricole. Il n'existe nulle part des chaires d'économie agricole dans nos universités et nos grandes écoles, alors qu'au cours du dernier demi-siècle, elles ont proliféré dans la plupart des pays civilisés. Nos grands ingénieurs, nos grands économistes n'ont guère eu de l'agriculture (à moins qu'ils n'en soient issus) que des aperçus recueillis au travers des vers d'Ovide, des principes de Sully, des théories de Rousseau, ou d'ouvrages exécutés dans le même esprit.

Les travaux et les recherches des centres de comptabilité, de rentabilité ou des chercheurs isolés dans ce domaine sont bien trop récents et encore assez peu généralisés pour que les cadres actuels en aient eu la moindre connaissance au moment de leur formation.

Aussi, si à tous les stades de l'Administration, à tous les postes importants de l'économie et de la politique, les problèmes industriels sont immédiatement perçus, compris et résolus par des hommes à qui ils sont familiers, les problèmes agricoles sont complètement ignorés.

Tous les grands administrateurs, les grands corps de l'Etat, s'ils ne sont pas issus de familles agricoles (et, dans ce cas, tout a contribué à les éloigner et les « couper » complètement du milieu d'origine au cours de leur carrière) ignorent tout de l'agriculture.

Ainsi il n'y a pas mauvaise volonté de leur part, mais ignorance totale. « Il n'y a pas en France, observe le ministre Pisani, de position délibérément antiagricole chez les grands fonctionnaires, ils sont a-agricoles, ils ignorent l'agriculture. »

La clé du problème économique agricole réside en grande partie dans la formation des cadres. Il faut introduire dans l'enseignement français le domaine agricole. La France qui se veut avant tout agricole, a rejeté de ses programmes universitaires l'agriculture. C'est un paradoxe qui coûte cher sans doute à l'agriculture. La réforme indispensable qui nécessite sinon une orientation nouvelle, du moins un élargissement conséquent des programmes de formation des cadres du pays est importante, a précisé le ministre. Elle est essentielle pour mettre un terme, à longue échéance certes, à une crise aussi sentimentale, intellectuelle et morale qu'économique.

INFORMATION et DÉMOCRATIE

avec

**Gilbert CESBRON, Jean GRANDMOUGIN,
Georges HOURDIN,
Pierre VIANSSON-PONTE.**

H. BOURBON. — La vision qu'a l'homme moderne du vaste monde où il vit, le jugement qu'il porte sur les événements qui s'y déroulent et les idées qui s'y affrontent, sont, pour une large part, conditionnés par la manière dont l'information lui est apportée et présentée. Il n'est donc pas aventuré de dire que l'opinion publique est orientée, façonnée par les informateurs.

Phénomène capital de nos sociétés contemporaines, le développement des techniques de diffusion et l'apparition des techniques nouvelles ont des conséquences multiples et importantes sur la vie sociale, politique, culturelle.

La presse écrite, les émissions de radio et de télévision atteignent un nombre de plus en plus grand de foyers, et dans les démocraties occidentales, bientôt chaque foyer disposera d'un récepteur de radio ou de télévision, de plusieurs quotidiens et périodiques donnant à l'image une place prépondérante.

Ces techniques de diffusion transforment la conception du gouvernement des sociétés. Elles limitent les possibilités d'expression des petits groupes de pensée qui remplirent de leurs tumultes le XIX^e siècle. Elles tentent d'informer massivement un public devenu grégaire. Le font-elles dans la vérité ? Comment sauvegarder la liberté d'expression et de recherches ?

Dans quelle mesure les rapports du pouvoir et du peuple et par voie de conséquence le rôle des partis et des syndicats, le style de l'action politique, sont-ils modifiés par les formes actuelles de l'information ?

La démocratie pluraliste s'en trouve-t-elle facilitée et consolidée ou au contraire gênée et même menacée ?

Voilà quelques questions qu'il nous a paru opportun de poser à quatre spécialistes de l'information : Gilbert Cesbron, Jean Grandmougin, Georges Hourdin, Pierre Viansson-Ponté.

Première interrogation : l'Information est-elle libre ?
L'Information est-elle vraie ?

L'Information est-elle libre ?

J. GRANDMOUGIN. — Sur le point de savoir si l'Information est libre, j'apporterai le témoignage de mon expérience personnelle. J'exerce mon métier librement en ce sens que je ne soumets à personne le texte de mes éditoriaux. Aucune censure préalable. Je lis devant le micro un texte que j'ai été seul, rigoureusement seul, à élaborer. Aucune instruction ne m'est communiquée. Qu'en dix ans, la direction de Radio-Luxembourg

n'ait jamais cherché à s'immiscer dans mon travail, à infléchir mon jugement, à peser sur mes commentaires, est un hommage que j'ai plaisir à lui rendre. La seule recommandation qui m'ait été faite est de redoubler de prudence aux heures où le Pouvoir se fait plus sourcilleux, encore, que de coutume.

La liberté qui m'est ainsi accordée n'est pas celle, il va sans dire, de raconter n'importe quoi ou ce qui me passe par la tête, de pourfendre des thèses, d'ameuter le peuple, de faire œuvre de partisan. Mon métier est de rapporter ce qui est, sans le fausser, sans le déformer. Ce n'est pas moi qu'on écoute — j'apparais le moins possible — mais la relation des événements, l'exposé des opinions des autres. J'essaie de refléter le monde au jour le jour comme le ferait un miroir. Succinctement et dans les termes les plus accessibles, de telle façon que chacun puisse comprendre. Du fait que je pénètre dans les maisons des hommes, je me suis fait une règle de leur parler d'homme à homme. Ma liberté ne va donc pas sans limites.

G. HOURDIN. — Je pense que l'Information est en train de cesser d'être libre et d'être vraie. Nous subissons en effet une série de pressions sociologiques en ce qui concerne toutes les techniques de diffusion. Par conséquent, qu'il s'agisse de la centralisation des grands instruments de diffusion, qu'il s'agisse des pressions gouvernementales ou de la pression des intérêts privés, l'Information est moins libre qu'elle ne l'a été, autrefois. L'Information n'a pas cessé encore d'être complètement libre dans un pays comme la France, mais elle l'est moins, et elle tend vers une diminution de liberté, par conséquent vers une diminution de la vérité. Voilà mon point de vue.

G. CESBRON. — Je crois qu'il faut distinguer les deux questions : l'Information est-elle libre ? l'Information est-elle vraie ? Pour l'instant, parlons de « l'information est-elle libre ? ». Cela dépend évidemment, comme l'a dit Georges Hourdin, des Pouvoirs et de l'Argent, ce sont les deux grandes données. Seulement je suis un petit peu plus optimiste que Georges Hourdin sur deux points : premièrement, il nous a dit « l'Information est en train de devenir moins libre » — Moi je réponds : A-t-elle jamais été libre ? J'ai vraiment l'impression que, proportionnellement aux moyens mis en œuvre et « les choses étant ce qu'elles sont », siècle après siècle, l'Information n'a jamais été entièrement libre et ne l'est ni plus ni moins maintenant. Je dirais même (c'est là que j'exagère peut-être un peu, mais je crois qu'il y a du vrai !) qu'elle serait peut-être plus libre maintenant en raison même du jeu des antagonismes. Je veux dire qu'à partir du moment où — je ne parle pas des Pouvoirs, mais de l'Argent, des groupes d'intérêt — au moment où des groupes d'intérêt peuvent avoir des intérêts différents (ce qui est leur définition)

et influencer différemment certains moyens d'information, cette lutte même rejoint un peu la concurrence et, par conséquent, facilite un peu la liberté.

P. VIANSSON-PONTE. — Alfred Sauvy a écrit quelque part, que « la liberté d'informer est le pendant de ce qu'était autrefois la liberté d'édifier des châteaux ». Autrefois on édifiait en effet des châteaux, mais on n'informait pas. Il faut donc s'en tenir, pour apprécier la liberté et la vérité actuelles de l'Information, à l'époque proche encore où sa matière première et son champ d'action se sont étendus au moment où la nouvelle a cessé d'être la chronique orale du village, ou de la province, pour devenir une information aux dimensions du monde. Depuis qu'il y a des agences de presse, la nouvelle est une monnaie frappée au coin de chaque nation et qui, à chaque frontière, subit le change ou est refoulée. La diffusion de l'Information est ainsi grevée de toutes les hypothèques d'intérêt public et privé. C'est vrai. Il est vrai aussi que ces hypothèques deviennent plus lourdes au fil des ans. Mais après tout, nos grands-parents disaient « L'Empire c'est la paix », nos parents ont vécu sous des slogans du genre « L'Allemagne paiera », et « L'Épi sauvera le franc », nous avons, nous, connu le slogan « Ils nous prennent tout ». Aujourd'hui, on nous apprend que l'invasion du Laos par les communistes, qui a bouleversé la politique mondiale il y a un an, était alors entièrement inventée. Bref, l'ensemble de l'Information actuelle n'est ni plus ni moins libre et vraie, malheureusement, que celle d'hier.

D'accord en cela avec Gilbert Cesbron, je me séparerai de lui sur un seul point : outre que la juxtaposition de chaque couleur ne reconstitue pas forcément le prisme, comment à moins de lire dix journaux chaque jour, d'écouter vingt radios, le jeu des antagonismes permettrait-il d'avoir une vue claire de l'événement ou de la conjoncture ?

G. HOURDIN. — Il est certain que l'Information n'a jamais été complètement libre, elle a toujours subi des pressions, pression du Pouvoir, pression des intérêts. Il reste tout de même que l'Information s'est élargie, on apprend aux gens plus de choses. Mais je crois qu'elle est devenue si importante qu'elle ne peut plus échapper au Pouvoir, à la pression du Pouvoir et à la pression des intérêts. Alors je pense que nous allons vers un resserrement des servitudes qui pèsent sur l'Information et qui empêchent qu'on parle des choses dont on devrait parler. Le *Monde* est lu, c'est considérable par rapport au *Temps*, à 220.000 exemplaires, il reste que, récemment, il a publié un article de Cesbron sur la torture et la justice, qui lui fait honneur. Il l'a publié comme « opinion libre ». Il a ménagé son vaste public. Quelle est la station de radio, quelle est la station de télévision qui veut nous faire sur cette chose, qui est d'intérêt public, un grand débat ? Quel est le journal à grand tirage qui

fera de même : moi j'hésite depuis quinze jours à en parler dans un magazine que je dirige tout simplement parce que ce journal tire à 500.000 exemplaires. La mesure même de la puissance de la presse tue la liberté, parce que d'une part elle attire l'intérêt du Pouvoir, qui se dit : il va falloir conditionner tous ces gens-là, c'est normal. Et puis, s'emparer des postes de commande aujourd'hui, c'est s'emparer des postes de télévision et de radio !

G. CESBRON. — Est-ce que vous me permettez de ramener le débat à quelques lieux communs, quelques évidences qui peuvent nous être utiles comme plateforme. Je voudrais en énoncer trois.

La première (et c'est pour cela que la question « l'Information est-elle vraie ? », « l'Information est-elle libre ? » constituent deux questions distinctes) : il me semble que « l'Information est-elle libre ? », cela dépend des Pouvoirs et de l'Argent. Mais « l'information est-elle vraie ? », cela dépend davantage des hommes. C'est-à-dire de l'ambition, de la partisanerie et de l'intelligence des hommes qui utilisent les moyens techniques d'information. C'est pourquoi cette seconde question me semble beaucoup plus intéressante que la première. Et c'est pourquoi, aussi, notre responsabilité (je ne parle pas seulement pour nous quatre, mais pour tous les gens qui, de près ou de loin, se mêlent de l'Information) est beaucoup plus engagée que dans le problème de la liberté de la presse. Les hommes sont intelligents ou pas, ambitieux ou pas, partisans ou pas, honnêtes ou pas. Naturellement on peut faire pression sur eux ; mais il y a quelques notions nouvelles qui interviennent, qui s'appellent le courage, le risque, etc. Alors c'est tout de même un problème beaucoup plus intéressant. C'était ma première remarque, ou plutôt la première évidence.

La deuxième remarque, c'est qu'il y a tout de même — et cela caractérise peut-être l'Information actuelle — une primauté du document. Autrement dit, autrefois on exprimait des opinions, plus ou moins bien, et le style importait beaucoup ; maintenant il y a des documents « choc », aussi bien en matière d'image qu'en matière de radio, et quelquefois même les informateurs, qui sont le plus tenus en laisse, manient aussi, sans le savoir de la dynamite. Elle explose pour le lecteur à l'insu même du ministère de l'Information ! Il y a des photos « choc » ;

Georges HOURDIN

on peut bien les commenter, ou les légender, la photo est là. Il y a des interviews « choc » à la radio, des images « choc » à la télévision, et je vous assure qu'on peut ensuite essayer de les désarmer, de lénifier tout cela, ce n'est plus possible. Voilà ma seconde remarque.

Et une troisième évidence, c'est que les informateurs ont trop souvent l'impression que tout dépend d'eux. Mais c'est un jeu qui se joue à deux, le jeu de l'information ! La presse a changé, c'est entendu ; les informateurs sont plus ou moins conditionnés ; mais le public, le lecteur ou l'auditeur, a changé aussi. Il est lui aussi plus ou moins intelligent et partisan ; plus ou moins blasé, blindé. On a dit qu'il n'y avait pas de « nouvelle vague » de metteurs en scène pour le cinéma, mais une nouvelle vague de spectateurs. Eh bien ! il y a aussi une nouvelle vague de lecteurs, d'auditeurs et de téléspectateurs qui se forment tous les jours. Et ce qui est intéressant dans ce « jeu à deux » qui est un jeu très compliqué, c'est que chacun des partenaires influence l'autre. Autrement dit, le lecteur d'aujourd'hui, son côté blasé, son côté indiscret ou muflé ne sont que le reflet du côté muflé, du côté agressif, bref, de tous les excès de la presse depuis quinze ans. La presse forme son public et le public forme sa presse et ainsi de suite. Il y a un jeu de ping-pong très subtil et très grave — et, le ping-pong, on n'y joue pas tout seul !

G. HOURDIN. — Ce qu'il y a de grave, c'est qu'il faut le conserver ce jeu.

G. CESBRON. — Bien sûr !

G. HOURDIN. — Ce lecteur innombrable, cet auditeur innombrable, il faut le garder car l'usager de la radio et de la télévision ne paie plus la marchandise, ça c'est un élément essentiel ; il ne la paie pas à la radio, en ce qui concerne les postes privés. Il a acheté son poste et paie une taxe une fois par an pour les postes d'Etat.

Pour les journaux, on sait très bien que le lecteur achète ceux-ci au-dessous du prix de revient et que c'est la publicité qui fait la différence. Il faut donc pour boucler un budget avoir la publicité ; pour avoir la publicité il faut avoir le tirage. Au-dessous de 500.000 cela devient beaucoup moins facile, pour un périodique ; au-dessous de 200.000 cela devient moins facile pour un quotidien, etc. Par conséquent on va vouloir garder le lecteur à tout prix, pour garder la publicité, cela a de l'importance. Alors ça, c'est une réflexion que je voulais introduire : cette importance de la publicité ! La commercialisation, le gigantisme de ces moyens de diffusion ne facilitent pas le maniement de la vérité, car la vérité est quelquefois subtile. Enfin il y a le choc qui fausse l'objectivité.

Cela, c'est un premier aspect du problème. Il y a aussi d'autres éléments qui entrent en jeu et qui sont le côté le plus simple du public, un certain analphabétisme du public à partir du moment où les tirages atteignent

500.000 ou 600.000 ; mais c'est un grand progrès en un autre sens : les lecteurs sont bien plus nombreux à partager la part de culture qu'on leur donne. Enfin l'extension des lecteurs entraîne une simplification pas toujours heureuse de l'information.

G. CESBRON. — C'est un problème provisoire, parce que ce public se forme davantage de génération en génération.

G. HOURDIN. — Alors, troisième chose. Il y a un problème de la liberté de l'Information. Il n'y a plus de problème de la liberté d'expression, parce que si le XIX^e siècle a cherché à garantir, à ce qu'on appelle les familles d'esprit, une certaine possibilité de s'exprimer, par contre, aujourd'hui, quand il s'agit de créer un quotidien, de créer une émission, une station de radio, le petit groupe d'intellectuels nouveaux ayant une vision particulière et originale des problèmes de l'Etat, sont impuissants à trouver le milliard ou les milliards nécessaires...

L'Information est-elle vraie ?

J. GRANDMOUGIN. — En ce qui concerne la vérité de l'Information, entendons-nous, d'abord, sur le mot « vraie ». La vérité, dit le philosophe, est l'adéquation de la chose et de l'esprit. A l'usage, cette définition me paraît bonne en matière d'information. Une nouvelle est vraie quand elle correspond à la réalité. Dans mon domaine, je travaille constamment à approcher cette réalité. J'essaie de n'avoir pas d'autres idées que de dépeindre ce qui est, d'en faire, comme disent les architectes un « rendu ». Je n'ai pas la prétention de donner, du premier coup, une image en tout point exacte de l'événement. Je n'en ai pas tout de suite la vision globale. Tout dépend des renseignements que je reçois, des relations qui me sont faites. Les câbles sont fragmentaires, partiels, voire partiels. L'événement est à reconstituer avec des pièces et des morceaux. Quand j'ai fait un premier dessin d'un événement, je le retouche dans les éditoriaux suivants. Mon travail consiste en ce cadrage continu. J'essaie de « faire coller » les schémas que je donne avec la réalité. Si ce que je raconte n'est pas vrai, la preuve m'en est donnée sans retard. Que les événements n'évoluent pas comme j'avais indiqué, m'apporte un démenti. Dans ce cas, une rectification s'impose. Une retouche. Coup de pouce par coup de pouce, je crois ne pas être tellement éloigné, dans la plupart des cas, de la vérité.

Encore convient-il que les éléments de compréhension qui me sont fournis soient vrais. Quelques-uns le sont tandis que d'autres sont sciemment faussés. Nous trouvons là la propagande et le tripataillage de l'Information. Le mieux, sur chaque fait, est d'obtenir le plus de

renseignements divers. Ces prises de vue multiples se superposent, de telle façon qu'on obtient un portrait-robot de l'événement. Dans ce cas, même les câbles truqués sont instructifs ; car ils révèlent des manœuvres, des arrière-pensées. Il y a ainsi, sans arrêt, un travail de recoupement à faire. L'Information est une marchandise comme une autre ; il faut savoir faire son marché.

Gilbert CESBRON

Il faudrait évoquer le problème des sources. Là encore, avec quelques années de pratique, on arrive à connaître les bons fournisseurs. Eux aussi, dans leur sphère, ont fait leur travail de vérité. Toutes ces vérités qui se superposent — et vous voyez que l'essentiel est le problème de l'honnêteté de l'homme — finissent par faire la vérité ou peu s'en faut. La vérité est faite de beaucoup d'honnêtetés juxtaposées. C'est pourquoi je souhaiterais que la profession de journaliste fut autrement réglementée, que n'y entre pas n'importe qui et qu'on n'ait pas le droit de s'y comporter n'importe comment. Il nous faudrait un ordre, un code. Car informer à tort peut être plus pernicieux que, dans le cas d'un médecin, soigner de travers.

P. VIANSSON-PONTE. — Vous avez abordé tout à l'heure le problème politique. Je voudrais l'évoquer, avec les préoccupations quotidiennes d'un journaliste politique. L'information est-elle libre, l'information est-elle vraie ? Chacun de nous reçoit tous les matins, dix tracts de l'O.A.S. et d'autres organisations clandestines. Pour ma part, je me considère comme un journaliste libre, je considère que l'information du journal auquel j'appartiens est vraie, dans toute la mesure du possible. Que doit-on faire ? Quand ces tracts de l'O.A.S. apportent, par exemple, des éléments de faits précis, inédits, mais qu'il est matériellement impossible de vérifier, doit-on leur faire écho dans le journal au risque de contribuer à accréditer l'organisation, à diffuser sa propagande ? Si on les met à la corbeille, ne risque-t-on pas au contraire de frustrer le lecteur d'une information à laquelle il a droit ? Ce genre de problème se posait déjà, à un moindre degré, au début du poujadisme et brusquement la France s'est réveillée un matin avec cinquante-deux députés poujadistes... Et le plastic ? Faut-il raconter en détail chaque attentat, s'étendre, enfler ainsi la « puissance » de l'O.A.S., ou se taire ? Où s'arrête la liberté d'information, où s'arrête la véracité des faits allégués ?

G. HOURDIN. — Oui, c'est la question de savoir si toute vérité est bonne à dire.

Toute vérité est bonne à dire même s'il faut, ainsi, donner une certaine publicité à des événements qu'on réprouve ou à des partis avec lesquels on n'est pas d'accord en leur faisant ainsi de la publicité. Mais alors ce qui m'ennuie, c'est que nous parlons, en ce moment, beaucoup de presse écrite. Un des phénomènes qui, pourtant, m'apparaît essentiel aujourd'hui, c'est le fait que la presse écrite a été complètement modifiée par la concurrence de la radio et de la télévision. La réussite d'un journal comme *Le Monde* est due à quantité de choses, à la qualité d'abord de son équipe rédactionnelle bien sûr, deuxièmement à l'augmentation du marché, c'est-à-dire du nombre de cadres de la nation. A partir du moment où il y a 400.000 étudiants, on peut penser qu'il existe davantage de lecteurs possible pour un journal qui donne une information sérieuse destinée aux cadres de la nation. Mais il y a aussi, je pense, le fait que, quand on a une information éparpillée telle qu'elle se présente maintenant avec les informations de radio et télévision, un journal comme *Le Monde* apporte à la partie stable du pays, le contre-poids nécessaire dont le besoin est ressenti.

Le Monde représente donc le bon côté de la concurrence, radio et télévision ; mais regardez *France-soir*, *L'Aurore*, leurs premières pages et remarquez combien ces journaux audiovisuels se sont faits en fonction de la radio et de la télévision qui touchent tous les jours des millions de citoyens, car maintenant la radio fournit une information politique et sociale abondante. Elle n'en a pas fait aussi longtemps qu'elle n'était pas menacée dans son existence. A partir du moment où la télévision est apparue, la radio s'est moquée de ces ententes tacites qu'elle avait avec la presse et puis elle a foncé et elle fait de l'information excellente. Tels les commentaires, les éditoriaux, Grandmougin peut en parler, même les reportages. Je me souviens de certains soirs d'élections, d'émeutes, où à Europe n° 1 ou à Radio-Luxembourg, mais pas à la R.T.F., on participait à l'événement. La radio a une nette supériorité d'instantanéité sur la télévision. Un soir d'élections, j'ai entendu une tribune comme la nôtre, se tenir entre Tunis, c'est-à-dire le G.P.R.A., Oran et différents députés français que l'on interviewait de ville en ville. C'était extraordinaire. Tout cela, je pense, change les conditions de la vie politique

Juan GRANDMOUGIN

H. BOURDON. — Nous abordons donc la deuxième partie de notre discussion : le rôle des techniques nouvelles d'information sur la vie politique.

G. CESBRON. — La question posée est : « Les techniques actuelles d'information modifient-elles les conditions de la vie politique ; transforment-elles le rôle des partis et des syndicats ? » Réponse : Evidemment. Et, là encore, au risque de me répéter, je dis : oui, comme à toutes les époques. Seulement les techniques actuelles d'information sont — ou plutôt nous paraissent — exceptionnelles car, en soit, elles nous paraîtront assez vieillototes dans dix ans ! Je pense sérieusement que, dans dix ans, tous les journaux seront en couleur, les documents d'actualité en couleur, et que l'on ne supportera plus de documents en noir sauf si, pour des raisons artistiques, ils valent d'être en noir. On regardera les collections des journaux d'aujourd'hui comme si c'était l'autre siècle ! Cela n'est qu'une parenthèse, pour indiquer que nos techniques actuelles nous éblouissent mais qu'elles sont elles-mêmes transitoires... Non, ce qui me paraît important et nouveau à notre époque, c'est que, si je me rappelle l'avant-guerre, la vie politique était une sorte de *panoplie*. Il y avait le Gouvernement, le Parlement, les Partis et les Syndicats. Bon. Et maintenant on aurait tendance à penser que c'est toujours une *panoplie* à laquelle on a ajouté simplement les fameux « groupes d'intérêts ». Mais cette notion de *panoplie* laisse complètement de côté l'essentiel de notre temps : ces « courts-circuits » dont Georges Hourdin parlait tout à l'heure, ce qu'il y a, me semble-t-il, de plus nouveau dans le domaine de l'information, ce sont ces « courts-circuits » que, par-dessus le Gouvernement, le Parlement, les Partis, les Syndicats et les groupes d'intérêts, représentent la presse à grand tirage et surtout la radio et davantage encore la télévision. Je suis peut-être obnubilé sur ce point, mais cette notion de court-circuit immédiat entre l'événement et le Français (l'homme de la rue), en passant par-dessus la tête du Gouvernement, du Parlement, des partis, des syndicats, bref de tout ce qui composait les rouages intermédiaires et l'ancienne *panoplie* politique, me paraît le grand fait nouveau.

Les techniques nouvelles de la diffusion et les formes de la vie politique

H. BOURDON. — Voilà le problème essentiel : les conséquences de ce fait nouveau, sur les formes de la vie politique, sur la façon dont les partis, les syndicats, les parlementaires doivent orienter leur action, modifier leur style.

J. GRANDMOUGIN. — Si les sociétés évoluent très vite, à l'heure actuelle, si leurs structures changent comme elles ne l'avaient jamais fait, l'accroissement de l'information — en volume du moins, car en qualité

il y aurait beaucoup à dire — y est pour beaucoup. La vie politique que nous aurons demain dépendra de notre politique en matière d'information. Nous aurons la politique de notre information. Nous l'avons déjà, d'ailleurs ; et si notre politique est défectueuse, c'est à cause de la carence de notre information. On ne se conduit qu'en fonction de ce qu'on connaît. Dès que la connaissance est vicieuse, la conduite le devient également. Une bonne information est beaucoup plus salutaire qu'une bonne constitution. Le temps presse. TV, radio, cinéma nous assaillent. Avons-nous seulement réfléchi à l'usage que nous en ferons ?

D'énormes moyens techniques se développent, dont nous n'avons pas pris soin au préalable de définir le mode d'emploi. C'est grave ; car nous sommes, à mon sens, dans une période cruciale. Nous entrons dans l'ère atomique, qui n'a pas de précédent. Pour la première fois, nous avons le pouvoir, à cause de la bombe H, de détruire la planète, de la rendre inhabitable. Si nous voulons éviter cette ruine, ce suicide collectif, force nous est de modifier nos modes de gouvernement. Nous ne pouvons plus nous permettre les gestes, qui, autrefois, nous jetaient dans la guerre. Plus de poker, de fausses-donnes, de martingales. Une honnêteté est à introduire dans la gestion du monde. Un comportement correct exige une rectitude de jugement, qui requiert elle-même une connaissance claire.

Le sort de la planète dépend ainsi de la qualité de notre information. Que notre information soit falsifiée, tronquée et nous manquerons notre entrée dans l'ère nucléaire. L'Etat prend donc une effroyable responsabilité quand il déforme la vérité et fait sa propagande. C'est pourquoi je crois qu'il ne faut pas laisser à l'Etat, notre vie en dépend, la possession, le monopole, des énormes moyens d'expression que nous possédons. Notre vie de demain, politique, sociale, syndicale, dépendra de la vérité que nous aurons su mettre dans notre information.

G. HOURDIN. — J'ai vécu la vie politique avant 1939. J'ai été, au Parlement, secrétaire non-parlementaire d'un groupe parlementaire. J'ai vu cette chose qui était une habitude sacrée, qu'on continue encore par habitude, c'est-à-dire que le parlementaire s'en allait le vendredi soir rendre compte, et il revenait le mardi matin apportant le corset à réparer, la recommandation pour faire passer le bachot, mais apportant aussi avec une certitude infaillible les réactions de son arrondissement, *c'est-à-dire qu'il était le lien entre l'arrondissement et le pouvoir.* Il expliquait à son arrondissement ce que le Pouvoir avait fait et il disait au Pouvoir ce que pensaient les électeurs. A partir du moment où le ministre s'installe devant la télévision pour parler à la Nation, il y a une moitié du parlementaire qui n'a plus de raison d'être.

P. VIANSSON-PONTE. — La moitié n'a plus de

raison d'être et l'autre moitié est bien embarrassée, en effet. Mais quand le ministre ou le spécialiste paraît à la télévision, s'exprime à la radio ou dans la presse, son exposé sera, sauf exceptions, technique et il abordera des problèmes souvent très complexes. Or il s'adresse à un public dont la formation est, dans l'ensemble, très insuffisante pour lui permettre de suivre l'argumentation présentée. Quand il y a débat, il se déroule devant des citoyens qui, pour la plupart, ignorent les lois les plus élémentaires qui régissent l'économie et la vie publique. On se réfère, par exemple, à une notion de bien commun pour justifier une mesure contraignante et on s'aperçoit ensuite que, dans l'auditoire, beaucoup contestent la primauté du bien commun. Le premier problème est donc : avant d'informer, de former, avant de diffuser par tous les moyens l'information toute chaude, d'essayer de donner une méthode de lecture, un minimum de formation civique et pratique à l'auditeur, au téléspectateur ou au lecteur.

Pierre VIANSSON-PONTE.

G. CESBRON. — Je vais peut-être faire beaucoup de peine à certains, mais il me semble que lorsque le ministre vient parler à la télévision, eh bien ! cela s'apparente beaucoup plus à une attraction de variétés, à la retransmission d'un match, qu'à un Forum ou à un débat. En vérité il ne s'adresse pas à des gens pour les persuader, ni même leur expliquer ceci ou cela ; il « fait un numéro » devant des spectateurs. Cela ne vise et ne diminue personne, en particulier ; c'est l'époque entière qui est jugée là. C'est une époque de spectateurs et une époque de vedettes. Il n'y a, hélas ! aucune différence, en soi, pour le public, entre la Reine Elisabeth et Sophia Loren, entre Belmondo et Michel Desbré...

G. HOURDIN. — L'intérêt est passé de l'arrondissement au plan national.

G. CESBRON. — C'est la même chose dans les domaines frivoles de la chanson ou du music-hall où il n'y a plus de vraiment grandes vedettes françaises qui ne soient en même temps des grandes vedettes internationales. Et cela à cause de l'échelle de diffusion, à cause de la vente par millions de disques, à cause de la véritable industrie lourde que représente toute cette frivolité. Avant-guerre on pouvait très bien être une petite vedette de music-hall du concert Pacra, avoir

son public, être très tranquille ; on pouvait être une vedette française qui jamais ne penserait à traverser l'océan pour aller chanter en Amérique. Maintenant, tout est changé. Eh bien, c'est pénible à dire, mais je crains qu'il en soit de même — et dans tous les pays — à l'échelon le plus élevé et sur les problèmes les plus graves. Le ministre fait un numéro, il y est obligé : il est devant des spectateurs et il faut qu'il fasse un numéro qui plaise et qui en impose. Il s'agit qu'il paraisse clair et non pas qu'il soit clair, il s'agit qu'il paraisse vigoureux et non pas qu'il soit vigoureux.

G. HOURDIN. — Cela ne veut pas dire que les gens ne comprennent pas.

G. CESBRON. — Mais mon cher Georges Hourdin devant le petit écran il y a de tout, comme dans une salle : il y a des gens très intelligents qui comprennent fort bien, il y a des gens qui ne comprennent pas, parce qu'ils ne sont pas intelligents, et il y a des gens qui ne comprennent pas parce qu'ils ne sont pas formés. Je dis que, quand on se produit devant une salle qui représente quinze millions d'auditeurs (je pense à tel poste de radio en ce moment) ou une salle qui compte, mettons quatre ou cinq millions de téléspectateurs (et qui en compte chaque semaine probablement 15 ou 20 ou 25.000 de plus), quand on est devant une salle gigantesque il y a de tout dans cette salle ; et quand il y a de tout dans une salle on ne peut pas faire uniquement de la finesse, de la clarté, de l'intelligence. Alors on fait un numéro et cela fausse tout, absolument tout. Et heureusement qu'il y a justement la presse écrite qui remet les choses au point, qui synthétise, qui explique vraiment. C'est pourquoi lorsque vous dites que la presse parlée, que la radio oblitère la presse écrite, c'est tout à fait vrai en ce qui concerne l'instantané, en ce qui concerne, par exemple, une émeute ; mais il n'empêche que pour comprendre finalement quelque chose à cet événement auquel le reporter lui-même ne comprend rien car il n'en donne qu'un reflet partiel, immédiat, le lendemain on va à son journal et on est bien content de trouver les choses en ordre : de trouver dans *Le Monde*, par exemple, en surtitre sur deux pages « les événements d'Algérie, leurs conséquences », en surtitre sur deux autres pages « l'attitude de M. Khrouchtchev et les réactions occidentales ». Tout cela a été groupé par quelqu'un de plus intelligent ou qui a pris du recul. Ainsi on a suivi l'événement d'un façon haletante la veille, mais c'est seulement le lendemain, sur le papier, qu'on le comprend.

L'adaptation nécessaire des partis et des syndicats

H. BOURBON. — Il faudrait maintenant se deman-

der comment pratiquement les partis, les syndicats, les corps dits intermédiaires ou relais peuvent s'insérer efficacement dans ce nouveau climat.

G. HOURDIN. — Au XIX^e siècle le régime d'opinions, c'est l'opinion avec la presse écrite et 200.000 ou 300.000 électeurs seulement. On s'étonne de voir l'industrialisation, le développement se faire en Russie avec un parti communiste, mais enfin la monarchie censitaire ça n'était pas tellement différent. Il y avait 200.000 électeurs qui, parce qu'ils étaient riches, menaient le pays puis il y avait une presse qui tirait à 20.000, 30.000, 100.000 exemplaires. C'est cela le régime d'opinion. Même le journal des dames et des demoiselles ne tirait pas beaucoup. Mais maintenant c'est une autre structure de maniement de l'opinion, parce que c'est une autre masse de citoyens à manier.

Le Monde tire à 220.000, *Le Temps* tirait à 60.000.

G. CESBRON. — Je crois qu'il n'y a rien à regretter, d'ailleurs on n'y peut rien.

G. HOURDIN. — Je ne regrette pas, mais je voudrais qu'on constate le changement, parce que je voudrais que les hommes politiques en tirent des conséquences. Depuis dix ans que je suis en train de dire dans des congrès variés : « l'information change, ça va changer votre régime d'opinion », les députés me regardent avec étonnement ; et une fois ils m'ont envoyé à la S.O.F.I.R.A.D. en me disant puisque cela vous intéresse, allez donc à la S.O.F.I.R.A.D. C'est charmant, cela me vaut des jetons de présence. Mais cela ne résout pas la question, cela ne les a pas fait changer d'habitudes, cela ne les a pas fait changer de vision, mes amis parlementaires.

P. VIANSSON-PONTE. — Bien sûr ce sont les mêmes depuis trente ans ; pourquoi voudriez-vous qu'ils changent ? Ce sont les mêmes entourés des mêmes amis, comme on dit. Absolument ancrés dans leur forme de pensée et habiles à manier un appareil de parti qui date à peu près du début du siècle. Pourquoi voulez-vous qu'ils s'assimilent les techniques modernes, ces techniques qui vont finir par les broyer, ce qui ne sera peut-être pas un mal pour la vie publique de ce pays !

G. HOURDIN. — C'est un mal si ce sont des démocrates à l'état pur.

Mais si les gens qui ont quelque chose dans le cœur et dans la tête ne s'occupent pas des problèmes posés par l'information dans les sociétés modernes qui donc le fera ?... Les techniques sont faites pour être maniées. Il faut voir ce qu'il y a de bon dans la démocratie, ce qu'il y a d'essentiel et essayer de sauver ce qui faisait l'importance de la démocratie, c'est-à-dire la liberté garantie, un certain pluralisme et examiner comment avec les techniques nouvelles on peut essayer de maintenir cela, ce qui suppose qu'on sacrifie une partie du passé.

Ce sacrifice ne m'a pas été facile à consentir parce que j'aimais la démocratie d'autrefois, je l'ai pourtant accepté. J'ai aimé la III^e République et puis j'avais écrit des tas d'explications là-dessus qui ne valent plus rien pour le fonctionnement actuel. Il faut donc repenser nos institutions politiques sinon c'est l'O.A.S. qui va refaire la démocratie, si j'ose dire. C'est cela qui m'ennuie et m'inquiète.

P. VIANSSON-PONTE. — Cette incapacité à utiliser les techniques modernes, cette incompétence de la plupart des États-Majors actuels, leur usure, sont liés à l'usure et au vieillissement des structures de notre vie politique. Nous sommes en pleine transition à cet égard. Par exemple, si je ne crois pas à la relève des partis par les syndicats, n'est-il pas nécessaire pourtant que les syndicats, sous une forme ou sous une autre, s'expriment eux aussi devant l'opinion, à la radio et à la télévision, dans la grande presse, et pas seulement sur les problèmes de leur compétence ? Qu'ils prennent part à l'élaboration des décisions, qu'ils prennent part à la formation du jugement du public. Rien n'est fait dans ce domaine, tout est à imaginer, à créer.

G. HOURDIN. — Oui, mais alors qu'est-ce que c'est qu'une démocratie, qu'est-ce que c'est qu'un régime d'opinion, quand l'opinion est faite ou est préparée comme elle l'est maintenant ? c'est cela le problème.

P. VIANSSON-PONTE. — Dans la France de 1962, oui.

G. CESBRON. — Je crois que vous partez un petit peu trop des hommes politiques, des structures de la politique ; je crois qu'il faut partir du public, parce que c'est ce même mot qui désigne les citoyens français et le public au sens « spectateurs » du mot. Je crois qu'il faut partir de deux faits, qui me paraissent irréversibles, amenés à se modifier encore, bien sûr, mais pour l'instant irréversibles : d'une part le public tel qu'il est, les Français de 1962, d'autre part les techniques telles qu'elles sont. Les techniques de 1962, celles-ci en tout cas sont irréversibles.

G. HOURDIN. — Je m'excuse de vous interrompre, quand vous dites les techniques sont irréversibles, c'est vrai oui, mais leur utilisation est polyvalente.

G. CESBRON. — Sûrement, mais vous allez voir où je veux en venir. Vous ne serez peut-être pas de mon avis... En tout cas, le public auquel on a affaire, on lui a donné de mauvaises habitudes ! On lui a donné l'habitude des simplifications au lieu des synthèses, c'est un fait, on lui a donné l'habitude, dans tous les domaines, des médicaments miracles, des recettes magiques et instantanées — tout un côté apprenti sorcier, un côté messianique. Mais enfin ce public il est ce qu'il est !

G. HOURDIN. — C'est comme vous l'avez dit très justement, c'est vous qui me l'avez fait remarquer la première fois, on a transformé le citoyen moyen en voyeur. Ainsi au moment de la catastrophe de Fréjus, quand il y a eu la collaboration de la radio, de la télévision et de la presse sur le plan de la charité, moi j'ai eu honte je n'ai pas marché. Oui parce que cela devenait une espèce de scandale, une exploitation non pas de la vraie charité, qui est autre chose que cela, mais du public.

G. CESBRON. — Le public, il est ce qu'il est — partons de là si vous le voulez bien. Deuxièmement, la technique elle est ce qu'elle est, une technique de masse : radio, télévision ; et troisièmement la Démocratie (ou du moins ce que nous voudrions qu'elle fût), cet idéal demeure aussi. Le problème est posé, il faut, avec les deux données du problème et le but à atteindre, trouver la solution. Je crois que la solution, c'est triste à dire, mais les communistes nous en ont donné l'exemple depuis extrêmement longtemps. Je ne crois plus à l'heure actuelle qu'au strict noyautage de ces grandes techniques, de ces supports existants, inégalables, irréversibles, par des hommes qui eux auront en eux la liberté d'opinion, en eux le courage d'opinion et en eux cet idéal, nullement périmé, de la Démocratie. Et je crois qu'il faut que les hommes des partis, des syndicats, et les hommes des grandes Familles Spirituelles qui ne sont pas exactement représentés par des partis ou des syndicats, je crois que ces hommes-là doivent se lancer, assez individuellement dans la bagarre, sur le plan de la technique, avec les armes techniques au lieu (c'est peut-être là une vue naïve et toute personnelle) de se raccrocher aux structures existantes qui, on l'a dit, sont en train de s'écrouler. Alors, on nous dit : « Attendez la relève, quand il y aura des jeunes chefs tout changera... dans les partis. » Je ne crois pas beaucoup à la relève des anciens chefs de partis par des jeunes, car ceux-ci, par admiration, fausse habileté, faux sens de la tradition, ou flagornerie se contentent le plus souvent d'imiter les anciens.

P. VIANSSON-PONTE. — Ce n'est pas une question d'état civil.

G. CESBRON. — Nous sommes d'accord. C'est pour quoi je crois davantage au noyautage des moyens techniques existants : qu'un homme se dise « la radio existe, le public est ce qu'il est, bon, eh bien moi, je vais employer la radio pour soutenir mes idées. Et pour commencer je vais apprendre à me servir de la radio car cela ne s'improvise pas. Je vais devenir un « technicien » de cette technique d'opinion : un journaliste, un éditorialiste, un homme de télé irremplaçable, qui a le public avec lui. Et alors je servirai utilement mon parti, mon syndicat, mes convictions ». Voyez, je crois

qu'il faut être assez réaliste et ne pas penser que les structures vont se refaire toutes seules.

P. VIANSSON-PONTE. — Je ne pense pas qu'elles vont se refaire toutes seules. Je ne pense pas non plus que ce soit en remplaçant M. Guy Mollet ou M. Maurice Thorez par l'un ou l'autre de leurs adjoints ou camarades que l'on renouvellera la vie politique de ce pays. Mais il me semble que le renouvellement complet des structures passe obligatoirement par un apprentissage et ensuite par un meilleur usage des moyens modernes de diffusion, des techniques actuelles d'information. Cela s'insère dans un renouvellement d'ensemble qui me paraît, pour ma part, fatal et prochain — déjà engagé même. Bien sûr, dans le fil de l'histoire cet épisode 1958-1965 semblera peut-être rétrospectivement assez mince. Pourtant, je veux croire à une rupture complète avec les habitudes anciennes dans la mécanique de la vie publique. Puis la France, comme elle l'a fait quinze fois depuis un siècle et demi, inscrira cette péripétie dans sa Constitution et ses lois. On y verra apparaître notamment la radio et la télévision que nos codes ignorent systématiquement. Faut-il rappeler que nous vivons sous le régime de la loi de la presse de 1881 qui, évidemment, est un peu dépassée ?

G. HOURDIN. — Et que l'on n'applique plus les lois sur la presse en ce moment-ci sont appliquées avec empirisme. Je suis d'accord là-dessus, mais ce qui me paraît être en question c'est la forme de la démocratie, cette démocratie pluraliste que nous avons connue, qui reste désirable parce que la pluralité assure un certain équilibre, une certaine vérité, une certaine sécurité des minorités, toutes choses honorables. Mais le respect de la démocratie pluraliste ne doit pas nous masquer l'importance de ce qu'on appelle la démocratie de participation, c'est-à-dire de l'arrivée des masses dans la vie publique et par conséquent de leur maniement suivant des techniques nouvelles, même pas les techniques de la diffusion, mais simplement la technique de maniement des techniques.

Je crois qu'en ce moment pour lutter contre l'O.A.S., si le gouvernement qui dit avoir beaucoup de moyens utilisait ce moyen que représente la télévision, tous les soirs avec intelligence, c'est-à-dire avec la part nécessaire de discrétion et de répétition, je ne suis pas sûr qu'il ne créerait pas, en pensant à ce qu'il fait, la réaction salutaire. Mais nous sommes dans une période hybride de transition. C'est ce qu'il y a d'épouvantable dans l'histoire actuelle : le libéralisme définitivement « fichu », et la démocratie nouvelle non encore créée. Le drame c'est le « vasouillage » de la période que nous vivons.

P. VIANSSON-PONTE. — Dans l'immédiate après-guerre le relèvement économique anglais a été assuré, moins par une politique géniale que par la diffusion,

mois après mois, de petites brochures remarquablement claires, intelligentes et aussi objectives qu'il était possible. Le gouvernement expliquait ainsi à chaque Anglais où il en était, pourquoi il prenait telle mesure et comment allaient les choses. Finalement le public suivait. La politique cohérente qui était appliquée et expliquée a porté ses fruits. Aujourd'hui avec la télévision, on peut fabriquer l'O.A.S. ou la démolir.

G. HOURDIN. — La crainte que nous avons de la propagande totalitaire nous fait éviter ou redouter d'avoir une politique de l'information, ce qui est tout à fait différent. Si le gouvernement se sert de la radio ou de la télévision, qu'il s'en serve vraiment, qu'il s'en serve intelligemment pour les causes qui sont nobles et qui en valent la peine. Je crois qu'il ne faut pas avoir de subtilité, de pudeur démocratique, au sens d'autrefois. Il faut bien un peu violenter ces masses puisqu'elles demandent à être menées, puisqu'elles sont menées, puisqu'il y a des instruments pour les mener. Notez qu'on ne les a pas tellement ménagées que cela au XIX^e siècle. C'est un autre monde dans lequel nous entrons, l'Information y joue un rôle décisif, voilà ce dont il faut prendre conscience.

P. VIANSSON-PONTE. — Le régime au sommet l'a compris dans une certaine mesure.

G. HOURDIN. — Il l'a compris mais il ne peut pas aller jusqu'au bout de lui-même, cela c'est une autre histoire. Car ce régime est lui-même un régime de transition.

P. VIANSSON-PONTE. — Pourtant, si un disque de pastiche s'est vendu à près d'un million d'exemplaires, c'est déjà un résultat.

G. HOURDIN. — Oui, seulement c'est réservé à un seul, n'est-ce pas ? L'usage de la radio, l'usage efficace de la télévision et l'usage du régime et l'emploi des techniques sont réservés à un seul. S'il y avait trois ou quatre réalisateurs intelligents du journal parlé qui voudraient faire une campagne bien menée, je crois qu'on ferait quelque chose. Le public est facile à prendre ou facile à indigner, mais qu'on le prenne pour de bonnes causes.

P. VIANSSON-PONTE. — Je crois qu'il y a un mélange de fausse pudeur et de crainte à se servir de la télévision. Et il faut compter aussi avec l'accusation, parfois largement fondée et pas seulement depuis le début de la V^e République, d'utiliser la radio et la télévision de l'Etat pour la propagande d'un gouvernement.

Récemment la B.B.C. avait enregistré un dialogue entre le premier ministre, MacMillan et un adversaire de l'adhésion britannique au Marché Commun. Au bout de dix jours, comme le débat n'avait pas été diffusé, M. MacMillan fait téléphoner à la B.B.C. pour savoir

quand il passerait sur l'antenne. Réponse : « Jamais. Le premier ministre a parlé deux fois plus longtemps que son contradicteur. Nous ne pouvons pas réajuster les propos sur une durée équivalente pour chacun. Aussi, avons-nous renoncé à cette émission. » Voilà un exemple à méditer pour notre R.T.F.

G. HOURDIN. — Et puis les autres, les vieux qui braillent en disant : c'est épouvantable ! c'est de la dictature ! Non ce n'est pas de la dictature, informer c'est la seule façon d'empêcher la dictature. Le développement de l'information est un fait considérable, caractéristique de notre époque. Ceux qui veulent l'ignorer sont perdants !

Information et pluralisme

H. BOURBON. — Pratiquement on ne voit pas encore très bien comment la démocratie pluraliste pourra s'adapter à la situation créée par cette nouveauté de l'information, y trouvera-t-elle renfort et enrichissement ou au contraire en sera-t-elle affaiblie ?

J. GRANDMOUGIN. — Les techniques actuelles de diffusion favorisent la démocratie pluraliste dans la mesure où l'information est vraie et la gêne dans la mesure où elle est falsifiée. Pour ma part, j'ai la conviction que le développement de l'information, du fait que chacun participe de plus en plus à la vie du monde, du fait que chaque citoyen est mieux tenu au courant des faits et gestes de sa nation, conduit à une meilleure démocratie, en ce sens que les hommes participent de plus en plus à la gestion des affaires. Plus l'information est libre et vraie, plus nous vivons en démocratie. Mieux les hommes sont informés, plus ils sont démocrates. Et comme une bonne information est diverse, variée, multiple, cette démocratie me paraît devoir être, tout naturellement, pluraliste.

Nous ne commencerons à devenir démocrates, l'apprentissage est difficile, que lorsque nous aurons expurgé toute propagande de nos informations. Autant dire que notre système d'une information d'Etat lèse directement la démocratie, comme lui porte atteinte la saisie d'un journal ou l'incarcération d'un journaliste. Le problème-clé de notre temps est devenu celui de l'information ; il est dommage que trop peu d'hommes en aient conscience. Relisez Montaigne. Il a dit : « Le premier trait de la corruption des mœurs, c'est le bannissement de la vérité. »

G. HOURDIN. — J'ai tendance à penser que cette espèce de variété ou pluralisme des opinions humaines est nécessaire à une vie politique. A partir du moment où nous avons rétréci les Nations comme elles le sont, eh bien ce besoin de variété cela se joue maintenant entre Etats, autant qu'entre partis. C'est-à-dire que, au lieu d'avoir M. Daladier opposé à M. Reynaud, ce qui était

un charme de la vie d'autrefois, on a le général de Gaulle rencontrant Kennedy ou recevant Khrouchtchev. Il y a une transposition de dimension qui se produit ainsi, ce qui fait qu'aujourd'hui vous vous trouvez dans une aire politique plus petite qu'autrefois, beaucoup plus petite qu'autrefois et que dans cette perspective c'est peut-être tous les Français qui ne feront plus qu'un parti.

P. VIANSSON-PONTE. — ...Chacun d'entre eux étant divisé à l'intérieur de lui-même entre tous les partis et tous les camps...

G. HOURDIN. — Il y a un passage qui se fait ; je ne suis pas sûr que la démocratie pluraliste se réalise de la même façon qu'autrefois.

G. CESBRON. — C'est vrai et pourtant cela ne me paraît pas très vrai, ce que vous dites. En fait chaque Français possède, soit de naissance, soit par conditionnement, une tendance personnelle, tendance qui devrait pouvoir être exprimée et soutenue par quelques partis (quatre à mon avis) et non pas la poussière des partis italiens actuels ou même français d'autrefois. Je ne crois pas que vous empêcherez jamais qu'un homme ait une tendance. Tout homme qu'il soit de France, d'Italie ou d'Allemagne, a cette tendance et par conséquent il existe, d'un pays à l'autre, des familles qui se rejoignent, on se trouve donc bien à l'échelon international, mais vous ne l'unifiez pas autant par pays. Il serait arbitraire ou tyrannique de dire : l'Italie c'est la démocratie chrétienne, la France c'est le radicalisme, etc. Je crois que ce ne sera jamais vrai ; par contre...

G. HOURDIN. — Il y aura l'Europe avec une démocratie chrétienne européenne, un socialisme européen, un communisme européen.

G. CESBRON. — J'y crois tout à fait, en attendant que cela devienne mondial. Pas maintenant, mais plus tard, sûrement.

G. HOURDIN. — En tout cas ce qui m'apparaît indispensable pour les hommes politiques, c'est qu'ils comprennent (cela leur est très difficile) que ce n'est plus pareil. Si quand vous faites de la radio, si quand vous faites *Le Monde*, si quand je fais du magazine, je pensais que c'est la même chose qu'il y a vingt ans, si nous pensions que c'est la même chose qu'il y a vingt ans, ce serait fichu. Car nous nous trouvons en face de phénomènes ou de techniques quotidiennes très différentes.

H. BOURBON. — Il faut donc que les responsables politiques fassent preuve d'imagination et d'invention.

G. HOURDIN. — Oui, comme vous faites, cher ami, *France-Forum* différemment de *Politique*.

L'aménagement du territoire à l'échelle européenne

par Philippe SAINT-MARC.

MI-FOLKLORIQUE, mi-sentimental à l'origine, le courant régionaliste a, depuis quelques années, fortement influencé la politique économique de la plupart des pays européens, au point que la recherche d'un équilibre inter-régional dans la croissance est devenue l'une des préoccupations majeures de notre temps.

En France, s'est développée une *planification spatiale* — portant sur l'aménagement de l'espace et la localisation des investissements — distincte de la planification « quantitative » qui fixe seulement des objectifs de croissance par branche de production sans déterminer leur application géographique. Comme la planification quantitative, la planification spatiale française est « souple » : à la différence de la planification communiste rigide, elle recommande plus qu'elle ne commande, oriente plus qu'elle ne contraint, respecte les libertés individuelles et le jeu du marché tout en les transformant par l'insertion du Plan.

Cet essai d'une planification spatiale, tenté depuis 1955 dans des programmes d'action régionale, élaborés pour chacune des 21 régions socio-économiques françaises est maintenant repris et amplifié dans le IV^e Plan qui intègre dans ses perspectives de croissance nationale les problèmes du développement régional.

Mais l'Europe nouvelle ne transforme-t-elle pas fondamentalement les problèmes nationaux d'aménagement du territoire ? Une politique nationale de l'espace est-elle encore possible lorsque tombent les frontières économiques et que les forces productives — travailleurs, capitaux, outillages — vont pouvoir circuler librement dans le marché commun européen ?

Est-il dès lors nécessaire de promouvoir une politique européenne de l'espace, mais selon quelles perspectives et avec quels moyens ? Et quels doivent être, dans ce cas, les rôles respectifs des Pouvoirs nationaux et des Institutions européennes ?

On est ainsi conduit à dépasser le stade des controverses techniques pour s'interroger sur l'idée d'optimum économique, sur la finalité de la Communauté européenne et sur les buts du progrès. L'Économie rencontre ici la Politique et, au-delà même de la Politique, une Philosophie de la vocation de l'homme et du devoir des civilisations.

Après avoir montré la *nécessité d'une planification spatiale européenne*, on tentera de définir les *objectifs* essentiels qu'elle devrait atteindre et les *moyens d'action* qui lui sont nécessaires.

Déséquilibres régionaux accrus

Cette planification européenne de l'espace apparaît indispensable tout d'abord pour éviter l'aggravation des déséquilibres régionaux qui résulte de tout système libéral mu essentiellement par la concurrence et le profit.

De tous temps ont existé entre les différentes régions européennes de profondes inégalités dans l'activité économique et le revenu individuel, bien mises en lumière par une étude de la C.E.E. (1), basée sur la comparaison du produit intérieur brut par habitant en 1955 pour chacune des régions socio-économiques de l'Europe des Six. L'écart est de 7 à 1 entre la région la plus riche — le land de Hambourg — et la plus pauvre — la Calabre. Dans chaque pays, les écarts maxima, tout en étant plus faibles, sont encore considérables : le revenu individuel est deux fois plus élevé à Hambourg que dans le Schleswig, quatre fois plus élevé dans la région parisienne qu'en Corse, en Lombardie qu'en Calabre.

Trois grandes zones apparaissent nettement dans l'Europe des Six : — une zone forte (Benelux) (2), Ouest de l'Allemagne, Nord et Est de la France et Régions parisienne et lyonnaise) où le produit intérieur brut est supérieur à la moyenne de la Communauté, avec d'ailleurs trois régions particulièrement prospères (Nord de la France, région parisienne, Rhénanie) où l'indice de revenu est supérieur d'un tiers à la moyenne européenne,

— une zone moyenne (France du Centre et du Midi, Lombardie et Piémont, Bavière),

— une zone faible (Ouest français, Schleswig allemand et la majeure partie de l'Italie) avec au sein de cette zone un ensemble particulièrement misérable le Mezzogiorno italien où le produit intérieur n'est que la moitié et même en certaines régions le quart de la moyenne européenne.

Ainsi l'*Europe forte*, c'est l'Europe entre Seine et Rhin, prolongée par le couloir rhodanien (le cœur géographique

(1) C.E.E. : Communauté Economique Européenne, plus souvent appelée *Marché Commun*.

(2) Dans l'étude de la C.E.E., la Belgique et les Pays-Bas ne constituent chacune qu'une région ; une analyse plus détaillée ferait aussi apparaître dans chacun de ces pays d'importants clivages régionaux.

de l'Europe des Six en est aussi le cœur économique), tandis que l'Europe faible est l'Europe des « extrémités » — Ouest français, Midi italien et Schleswig allemand. Le cœur économique de l'Europe en est d'ailleurs aussi le cœur historique : ce grand axe lotharingien que, de Lothaire I^{er} à Robert Schuman, Charles le Téméraire, Charles Quint et Napoléon I^{er} ont successivement tenté de reconstituer (3).

Or c'est l'Europe forte qui bénéficie tout particulièrement de l'intensification des échanges, des investissements et de la concurrence due au Marché commun.

Europe dynamique et Europe stagnante

L'intensification des échanges internationaux profite naturellement en premier lieu aux régions les plus prospères et les plus actives. L'intensification des investissements due à la perspective d'un marché en expansion et au désir d'abaisser les coûts de revient dans un marché désormais sans protection se localise pour la plus grande part dans l'Europe forte. Deux considérations guident ce choix : l'avantage de situation et le critère de rentabilité financière. L'avantage de situation, c'est la possibilité, pour les producteurs des régions situées au centre de gravité de l'ensemble unifié, d'approvisionner les zones européennes les plus riches avec les moindres frais de transport. Ainsi des régions qui étaient périphériques dans une économie nationale semi-autarcique et un peu somnolentes de ce fait — Bourgogne, Alsace — deviennent dans le Marché des Six des régions centrales où les investissements affluent. Mais en dehors de ces cas, les régions les plus favorisées par cette nouvelle configuration géographique de leur marché sont déjà les plus riches de l'Europe : Nord de la France, région parisienne, Lorraine, Rhénanie. De plus, le souci de rentabilité financière détermine un afflux d'investissements dans les régions riches où les débouchés sont les plus étendus et où la modernisation des moyens de communication a le coefficient de rendement immédiat le plus élevé.

Enfin l'intensification de la concurrence bénéficie aussi particulièrement à l'Europe forte et au sein de celle-ci aux régions les plus fortes. Celles-ci pourront étendre leurs débouchés sans être désormais entravées par les protections nationales, et les régions faibles subiront plus durement leur concurrence ; ainsi la C.E.C.A. ouvre plus largement aux charbonnages allemands et néerlandais les marchés belges et français, ce qui contribue à réduire fortement les débouchés des bassins faibles, jusque-là assez bien protégés : Borinage belge, Centre-Midi français.

De plus le durcissement de la concurrence amène les Gouvernements et les producteurs à concentrer les investissements sur les meilleures « cartes », c'est-à-dire les régions les mieux situées et à la productivité la plus élevée. Le 2^e et le 3^e Plans français ont recommandé pour les Charbonnages des investissements très importants dans les Bassins les plus prospères — Lorraine et Nord - Pas-de-Calais — et très faibles dans ceux du Centre-Midi, moins rentables, situés dans des régions sous-développées et éloignés des grands centres de consommation.

Dans le même esprit, priorité a été donnée à la modernisation des moyens de transport ferroviaires et fluviaux du

Nord-Est de la France et à la canalisation de la Moselle en application de la loi du 10 avril 1952 ratifiant le traité de la C.E.C.A. De même plus récemment, la construction des grands pipe-lines internationaux (pipe-line des Pays-Bas à la Rhénanie, pipe-line Sud-Européen de Marseille à Karlsruhe en passant par Strasbourg, pipe-line du groupe Mattéi reliant Gênes à la Bavière par la Suisse) épouse le tracé de l'Europe Lotharingienne.

L'expérience de la C.E.C.A. permet un premier bilan. La Lorraine en a été la principale bénéficiaire ; de 1952 à 1959, l'augmentation de sa production a été de 23 % pour le charbon, 800 % pour le coke, 53 % pour le fer et 43 % pour l'acier. Dans le Nord, la production de charbon n'a pas varié pendant le même temps, celle de coke a augmenté de 12 % et celle d'acier de 57 %. Dans le Centre-Midi, la production a baissé de 14 %, celle de charbon est restée égale et celle de coke a augmenté de 15 %. Dans l'Ouest, la production de fer a augmenté de 22 %.

L'expansion s'est donc localisée principalement dans le Nord et l'Est, tandis que la sidérurgie du Centre, de l'Ouest et du Sud-Ouest a connu et connaît encore en de nombreux endroits une situation difficile (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire, Forges d'Hennebont, Forges de l'Adour) et que le Marché commun précipite le déclin structurel des bassins houilliers du Centre-Midi dont la production ne sera plus en 1965 en application du plan Jeanneney que 21,5 % de la production des Charbonnages de France au lieu de 26 % en 1952, la production du Nord et de la Lorraine passant respectivement à 53 % et 25,5 % au lieu de 52 % et de 22 %.

De même, la création de la Communauté Economique Européenne a entraîné un surcroît d'investissements dans l'Europe forte, mais n'a pas sensiblement amélioré la situation dans l'Europe faible.

Sans doute peut-on espérer qu'une extension du Marché commun à d'autres pays modifie le centre de gravité européen. Si la Grande-Bretagne y adhère, la Picardie et la Normandie cesseront d'être des régions périphériques pour devenir des régions de grand passage ; de même pour le Schleswig allemand si le Danemark et la Norvège participent à la C.E.E. ; et l'une des meilleures chances de réanimation du Sud-Ouest français serait l'extension du Marché commun à toute la péninsule ibérique.

Néanmoins, dans le cadre actuel, le Marché commun accélère la dissociation entre l'Europe dynamique et l'Europe stagnante. Les graves dangers économiques et politiques d'une telle fissure dans la Communauté européenne doivent entraîner une intervention publique en vue de corriger les distorsions dues aux mécanismes libéraux. Laisser le libéralisme maître de la croissance européenne, c'est se condamner à écrire dans dix ans : « La Lotharingie et le désert européen » !

Un vide institutionnel

Or la concurrence qui aggrave les déséquilibres régionaux, affaiblit en même temps les pouvoirs économiques des gouvernements sans que les traités aient donné en contrepartie aux Institutions européennes une autorité suffisante, d'où un vide institutionnel dangereux.

Les pouvoirs des gouvernements pour l'aménagement du territoire ont été réduits par les traités européens qui ont interdit certaines formes de protection au bénéfice des ré-

(3) Au traité de Verdun en 843, Louis le Germanique, Charles le Chauve et Lothaire I^{er} se partagèrent l'Empire de Charlemagne et Lothaire I^{er} reçut avec le titre d'empereur toute la zone centrale de cet empire.

gions sous-développées, telles que les restrictions à l'importation ou à l'exportation, les limitations de production et la répartition des débouchés, les fixations et péréquations de prix. Le traité de la C.E.C.A. prohibe même expressément subventions et discriminations, tandis que plus interventionniste sur ce point, le traité de la C.E.E. admet les aides gouvernementales, les tarifs de transport discriminatoires et les mesures de sauvegarde destinés à protéger les zones sous-développées et à faciliter leur expansion.

De plus, l'existence même d'un Marché commun international compromet la réalisation d'une politique nationale d'aménagement du territoire, car la concurrence internationale diminue fortement l'autonomie des gouvernements. La construction des pipe-lines internationaux en offre un exemple : deux grands pipe-lines européens, le pipe-line Sud-Européen et celui du groupe Mattéi, ont tous deux vocation à approvisionner la Suisse et l'Allemagne du Sud, d'où un risque de suréquipement grave dans ces régions qui seront à l'avenir disputées. Or les gouvernements sont pratiquement désarmés devant le désir des compagnies productrices, notamment pour l'implantation des raffineries, car bien souvent le refus d'un pays aboutirait seulement à avantager un pays

Le déséquilibre entre l'Europe forte et...

concurrent. Ainsi l'autorisation gouvernementale de construire deux grandes raffineries près de Strasbourg, alimentées par le pipe-line Sud-Européen, a été largement motivée par la perspective d'un afflux de produits pétroliers allemands dans l'Est de la France à partir de la raffinerie allemande de Karlsruhe, si les raffineries strasbourgeoises ne se construisaient pas. Dès lors que les groupes pétroliers constructeurs et utilisateurs de ce pipe-line avaient décidé d'implanter une raffinerie à Karlsruhe ; la décision du gouvernement français était déjà pour une large part déterminée même si la recherche d'une coordination énergétique régionale entre le charbon lorrain et le pétrole alsacien impliquait pour ces raffineries une implantation et des dimensions différentes.

Le tracé des pipe-lines internationaux et la dislocation des raffineries sur leurs parcours échappe donc en fait aux pouvoirs publics européens et nationaux pour ne relever que des plans privés des groupes pétroliers.

De même la politique qui visait à bloquer la croissance de la région parisienne est aujourd'hui remise en cause par de nombreux experts, dont M. Massé, commissaire au Plan, qui considèrent cette région comme seul contrepoids de la Ruhr dans le marché européen. Dans cette nouvelle perspective, le Gouvernement français peut-il maintenir par exemple les mesures prises pour entraver l'implantation et l'extension des bureaux commerciaux à Paris ? Ne risque-t-il pas de décourager beaucoup d'entreprises, notamment étrangères, au profit non de Bordeaux ou de Rennes, mais de Dusseldorf ou de Bruxelles ?

Or cette diminution du pouvoir économique des gouvernements, de son autonomie et de son efficacité, a bénéficié aux producteurs et non aux Institutions européennes. Celles-ci, dans la C.E.E., contrôlent les droits importants reconnus aux gouvernements pour l'aménagement du territoire, tels que l'octroi d'aides aux régions sous-développées ou l'établissement de tarifs de transport discriminatoires, mais elles ne peuvent coordonner les investissements publics ou privés, sauf dans une certaine mesure pour l'agriculture et les transports. Et la Haute Autorité de la C.E.C.A. peut recenser et orienter les investissements des producteurs, mais la prohibition de toute aide ou mesure discriminatoire réduit beaucoup plus que dans la C.E.E. les possibilités d'action spatiale des gouvernements.

Indispensable pour combler ce vide institutionnel, une planification européenne de l'espace est l'une des clés de la démocratie économique de demain.

Quel optimum ?

L'objectif de cette planification doit être l'emploi optimum, sous l'angle de l'intérêt individuel, de l'ensemble des forces productives et des ressources naturelles. Mais comment déterminer cet optimum ? Ne considérer que le coût économique individuel de chaque investissement et sa rentabilité financière spécifique, c'est accepter l'Europe du profit et l'aggravation des déséquilibres régionaux, et négliger le coût économique collectif des migrations (construction de logements dans les grands centres, d'écoles, d'hôpitaux, déficit des transports...). Ne considérer que le coût social individuel de chaque mutation et reconnaître à chaque producteur un droit acquis à la même résidence et au même métier pendant toute une vie, c'est freiner dangereusement la croissance des régions fortes et accepter l'Europe de l'immobilisme

...l'Europe faible ne s'atténuera que par le recours à la planification européenne.

et le gaspillage des crédits publics dans un saupoudrage coûteux et inapte à entraîner une rénovation économique.

L'optimum ne peut être que le maximum de progrès global de l'Europe conçue à la fois comme économie et comme communauté : maximum de progrès économique en fondant chaque action spatiale sur son coût et son rendement économique collectif et non individuel, mais aussi maximum de promotion humaine en provoquant une montée de civilisation.

La planification spatiale européenne doit être l'instrument d'un dynamisme communautaire et humaniste.

Le dynamisme doit se manifester par un effort pour accélérer, généraliser et équilibrer la croissance en Europe. Il faut rechercher la vocation économique de chaque région et en faciliter la réalisation, favoriser l'essor des pôles de croissance dans les zones faibles de ces régions, mais aussi et surtout réanimer les régions européennes sous-développées.

Le sous-développement de beaucoup de ces régions est souvent en grande partie artificiel et dû à l'absence de grands travaux de mise en valeur, à l'insuffisance des moyens de transport, du crédit et de la formation technique, à l'excès de centralisation administrative ; c'est-à-dire que le blocage de la croissance y est dû plus à l'homme qu'à la nature. Supprimer ces blocages artificiels pour mettre en valeur les ressources inexploitées doit être le premier objectif européen. En assainissant la côte du Bas-Languedoc ou l'Est de la Corse, on les ouvre au tourisme, en reboisant le Massif Cen-

tral on y facilite l'implantation d'une industrie de transformation du bois, en électrifiant la Bretagne et, en améliorant son réseau d'adduction d'eau et ses liaisons ferroviaires et routières on favorise la modernisation de son agriculture et son essor industriel.

Ce programme européen de grands travaux doit être doublé d'une aide financière et technique pour faciliter dans les régions sous-développées la transformation des structures de production par la modernisation, la concentration ou la conversion d'entreprises existantes et l'implantation d'entreprises nouvelles.

Pour construire une économie communautaire, il faut à la fois promouvoir une unification du marché par l'amélioration des moyens de communication entre les Six pays et par une forte dégressivité des tarifs de transport, coordonner à l'échelon européen les investissements publics et privés et aider l'exécution des programmes qui chevauchent plusieurs frontières.

Mais la planification spatiale ne peut se limiter à des objectifs économiques et politiques, elle doit aussi ouvrir la voie à un progrès de civilisation. Cet humanisme doit se manifester sous une triple forme : comme solidarité, comme renaissance culturelle, comme rénovation de la démocratie.

La solidarité entre régions d'immigration et régions d'émigration doit se traduire par une formation technique poussée des migrants et par la création des structures d'accueil souhaitables — services sociaux, logements, écoles — ainsi le

Fonds social européen contribue déjà au financement d'un programme de formation professionnelle pour 10.000 travailleurs qui débute dans le Sud de l'Italie et s'achève sur les lieux d'emploi en Allemagne et aux Pays-Bas.

La multiplication et l'essor de nouveaux foyers de culture est une exigence fondamentale d'une civilisation de l'esprit. Elle est aussi l'une des clés de la réanimation des régions sous-développées, un grand foyer culturel est généralement par lui-même un pôle de croissance. Un foyer de culture scientifique est un puissant attrait pour la localisation industrielle. Instituts de recherche, laboratoires, grandes écoles, permettent en effet aux entreprises d'y trouver une collaboration à la solution de leurs problèmes, une source de recrutement de leurs cadres, un milieu intellectuel actif où leurs ingénieurs peuvent se tenir au courant des derniers progrès de la recherche. Ainsi la construction à Lannion d'une annexe du Centre National d'Etudes des Télécommunications attire en Bretagne plusieurs grandes entreprises électroniques. La culture artistique, elle aussi, est un facteur d'attraction économique, dans la mesure où l'ennemi majeur de la décentralisation industrielle est l'ennui. Le plan spatial européen doit donc prévoir des actions en vue de susciter en province et surtout dans les régions sous-développées les conditions d'une renaissance culturelle, élément indispensable de l'essor économique.

La planification de l'aménagement du territoire doit être aussi l'occasion et le moyen d'une rénovation politique en permettant l'exercice d'une démocratie de base pour les grandes décisions de l'avenir économique européen. Il faut que le plan soit l'œuvre collective des représentants de toutes les forces vives régionales et nationales: parlementaires, gouvernants et techniciens, mais aussi élus locaux, producteurs, syndicalistes, commerçants, consommateurs. La planification européenne doit permettre d'un même mouvement le progrès de l'homme non seulement comme producteur mais aussi comme citoyen.

Quels moyens ?

Les Institutions européennes doivent s'inspirer des techniques de la planification souple et orienter, surveiller et inciter plutôt que commander. Le plan spatial européen pourrait revêtir la forme de « perspectives régionales de croissance » publiées périodiquement déterminant la vocation économique de chaque région et les activités à y encourager ou à y transformer.

Pour en faciliter l'exécution, les autorités européennes devraient avoir de suffisants pouvoirs d'impulsion et de contrôle.

L'impulsion doit se manifester principalement sous forme de prêts, d'octroi de garantie et de bonifications d'intérêts. Il faudrait poursuivre l'effort d'investissement entrepris par la Banque Européenne d'investissements (145 millions de dollars de prêts pour la mise en valeur de régions européennes sous-développées, dont 84 millions pour le Mezzogiorno) tout en l'intensifiant (la Banque en 3 ans n'a prêté que 15 % de son capital) et maintenir l'aide à la reconversion entreprise par le Fonds Social Européen et par la Haute Autorité de la C.E.C.A. qui a aidé au reclassement de plus de 110.000 ouvriers et à la modernisation de la sidérurgie française du Centre-Midi et des Houillères belges. Mais il faut aussi prolonger ces actions économiques par une assistance technique

mise à la disposition des régions sous-développées par un Fonds Européen d'Aide technique et les accompagner de l'aide d'un Fonds Européen de la Culture qui contribuerait à la décentralisation culturelle scientifique et artistique par un apport financier, l'organisation d'expositions, de concours, de conférences, de congrès, de spectacles... Ces deux fonds seraient créés dans le cadre des Communautés Européennes. De plus, la Banque Européenne d'Investissements, pour faire rayonner la croissance, devrait prêter une partie importante de ses fonds à des organismes financiers publics ou semi-publics dans les régions sous-développées ; ces organismes à leur tour financeraient les projets de petites ou moyennes entreprises qui ne sont pas assez importants pour être étudiés directement par la Banque.

Le contrôle devrait s'exercer sous forme d'une déclaration obligatoire de tous les programmes importants d'investissements — en étendant à l'ensemble de l'économie les obligations des entreprises de la C.E.C.A. — qui seraient soumis aux Autorités européennes et feraient l'objet d'un avis dont les grandes lignes seraient rendues publiques. De plus, seraient prévus certains contrôles spécifiques, par exemple pour la construction des pipelines, gazoducs et carbooducs.

L'importance des pouvoirs qu'il faudrait donner aux Autorités Européennes implique alors la création d'un gouvernement et d'un parlement européens ; des autorités technocratiques éprouveraient de sérieuses difficultés à faire admettre interventions et arbitrages multiples sur des points essentiels aux gouvernements nationaux. La construction d'une économie européenne conduit au Plan européen, le Plan européen au pouvoir politique européen.

Planification ou dislocation

« La prospérité de notre Communauté, déclarait M. Hallstein, Président de la Commission de la C.E.E., ne dépend pas uniquement de l'application correcte d'un bon code de la concurrence. Si des correctifs n'étaient pas apportés au jeu des forces économiques, nous irions au-devant d'une Europe où les déséquilibres existant au plan national seraient renforcés. Si l'écart continuait à se creuser entre la Ruhr, la région parisienne, l'Italie du Nord, d'une part, et les autres régions d'autre part, ce serait l'arrêt de notre Communauté » (4).

Le problème de demain n'est pas de savoir si l'Europe sera libérale ou planifiée, mais si elle sera planifiée ou ne sera pas.

Sans planification européenne de l'espace, déséquilibres régionaux ou sectoriels menaceront sans cesse l'unité du marché européen ; refus et révoltes devant de tragiques déclin régionaux, du Borinage à Decazeville, de Bretagne à la Sicile, menaceront sans cesse d'une montée des extrémismes la fragile communauté européenne, crises et exodes condamneront à la stagnation ou même à la mort lente ces régions de l'Europe faible qui furent si longtemps d'admirables foyers de civilisation.

Désert européen ou nouvelle Renaissance ? L'avenir de l'Europe est notre proche enjeu.

Philippe SAINT-MARC.

(4) Conférence à Liège le 6-11-1958.

Vent d'Est

Vent d'Ouest

sur l'Amérique Latine

par Magdeleine de la CHEVRELIÈRE

LE 8 août 1961, deux députés français s'envolaient d'Orly pour l'Amérique Centrale, couvrant en trois semaines 28.000 km.

Ils étaient spécialement chargés, par la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée nationale, de rapporter leur opinion personnelle sur la diffusion du Castrisme dans cette partie du monde et, très particulièrement, de se rendre compte, de visu, si l'île de Cuba était devenue, comme certaines observations le laissaient entendre, une plateforme utilisée par Moscou pour faciliter l'attraction de l'Amérique Latine tout entière dans son orbite.

A la même époque, du 5 au 17 août, la jolie station balnéaire de Punta del Este en Uruguay, accueillait le Conseil Inter-américain Economique et Social, sous le signe du programme élaboré par le Président Kennedy « Alliance pour le progrès ».

La réunion s'est achevée par l'adoption d'une charte qui définit les objectifs à atteindre et les moyens à utiliser pour relever, le plus rapidement possible, le niveau de vie de l'Amérique Latine. Elle décide que l'aide financière des Etats-Unis ne sera plus accordée au hasard des demandes nationales, mais suivant un plan élaboré à l'échelle du continent ; elle appelle tous les pays intéressés à coopérer à l'effort poursuivi et insiste sur la nécessité d'instaurer la justice sociale et d'établir de véritables démocraties sur toute l'étendue du territoire.

Le Plan Kennedy marque une volte-face des Etats-Unis et révèle que le Président a enfin pris conscience de l'échec des politiques du « Gros Bâton » et du « Bon Voisinage », poursuivies jusqu'alors par ses prédécesseurs. « Nous devons être plus que de bons voisins, nous devons être des partenaires », vient-il de déclarer.

Il s'est penché sur la carte de la Faim et a constaté avec angoisse que l'ancien Eldorado des Conquistadores, jadis terre d'abondance, prenait rang aujourd'hui parmi les régions les plus atteintes : 130 millions d'Américains Latins, sur une population qui compte 200 millions de personnes, souffrent de déficience alimentaire et de tous les maux qui en découlent.

La Faim, associée en un pacte de mort à la maladie et à la misère, à la fois cause et effet, du sous-développement, mine, dégrade et décime les masses populaires d'Amérique Latine, Moderne Hyde de Lerne, que l'Hercule américain, en un siècle de domination économique, aux prix de luttes inefficaces, n'a réussi qu'à développer.

Avec l'Alliance pour le Progrès, le Président Kennedy joue une dernière carte pour éviter que, l'une après l'autre, les Républiques Latines, fascinées par la révolution castriste, ne demandent aux disciples de Marx et de Lénine, quitte à sacrifier leurs libertés, une solution qu'elles sont lassées d'attendre des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux.

Un coup d'œil sur la carte géographique de la région des Caraïbes, révèle que l'angoisse du Président Kennedy n'est pas sans fondement. Au nord de l'archipel du même nom, l'île de Cuba ferme le Golfe du Mexique et se situe à 150 kilomètres de Key West (Floride), importante base militaire américaine, et à une distance équivalente de la presqu'île de Yucatan (Mexique). De Cuba à la Trinité, l'île la plus au sud de l'archipel, les Iles Antillaises ceinturent la mer des Caraïbes, dans un rayon de 1.200 kilomètres du canal de Panama. L'intérêt stratégique de cette zone, pour la sauvegarde de l'Occident, n'a pas échappé au Pentagone puisqu'il y a établi neuf bases militaires. Une des principales, Guantanamo, se trouve dans l'île de Cuba, qui a été solennellement déclarée, le 1^{er} mai 1961, la première République Démocratique Socialiste de l'Hémisphère Américain.

Une autre base, Porto-Rico, est située à 100 kilomètres de la République Dominicaine. On se demandait déjà au mois d'août si, libérée des chaînes du Trujullisme, celle-ci ne tomberait pas dans celles du Fidélisme. La révolution qui l'agite depuis le 19 novembre ne fait que confirmer la crainte de voir la majorité du peuple imposer au Président une solution voulue par Castro ou par Moscou.

Enfin, la base de Chagarramos, dans l'île de la Trinité, se trouve à 400 kilomètres de la Guyane anglaise. Son gouvernement est passé aux mains des communistes, à la suite du triomphe du Président Jagan, au mois d'août dernier.

En arrivant à Cuba, les deux chargés de mission français, s'ils avaient été moins bien informés, eussent pu se croire, dès l'atterrissage à La Havane, derrière le rideau de fer.

Deux gigantesques personnages : Fidel Castro et Youri Gagarine (invité le 26 juillet pour la fête nationale) semblent placés là pour les accueillir. Leurs images sont couronnées de deux inscriptions, l'une, en caractères russes, traduit des termes de bienvenue, l'autre, en espagnol, reproduit les premiers mots de la Déclaration de La Havane (1) : « Cuba, seul pays libre de l'Amérique Latine ».

Le long des boulevards de la séduisante capitale, des affiches et des banderoles répètent dans ces deux langues les devises extraites des discours de Castro, tandis que des dra-

peaux rouges, mêlés aux oriflammes cubains, déchirent le ciel tropical.

A chaque coin de rue, le Comité de Défense de la Révolution se révèle par la présence de miliciens. Ils se balancent, confortablement assis dans des « rockings-chairs », la mitraillette en travers des genoux.

Tous n'ont pas cette attitude qui fait sourire. Ils sont 350.000 qui s'ajoutent aux 30.000 réguliers de l'armée dite « rebelle » et personne n'ignore que l'île est devenue un véritable arsenal et que de nombreux techniciens et aviateurs cubains font leur instruction dans les pays communistes et particulièrement en Tchécoslovaquie.

Devant les banques et des bureaux de change improvisés, des « queues » surprennent. Elles annoncent l'application de la nouvelle loi monétaire promulguée le 4 août. Celle-ci ramène le peso à la parité du dollar (la veille, pour deux pesos, on obtenait un dollar). Elle porte annulation de tous les billets en circulation.

Les comptes en banque ne sont pas affectés par cette mesure, mais la plupart ne sont plus alimentés, le bruit ayant couru qu'ils risquaient d'être bloqués.

Les Cubains sont donc appelés à déposer leur numéraire. L'échange se fait immédiatement jusqu'à concurrence de 250

pesos (somme équivalant à deux mois de salaire d'un ouvrier non spécialisé). Le détenteur de sommes supérieures ne reçoit, les 7 et 8 août, que 200 pesos. Le 14 août, si l'enquête justifie l'origine de l'excédent, il lui sera remis 1.000 nouveaux pesos. Le solde des comptes sera libéré par la suite, à raison de 100 pesos par mois, jusqu'à concurrence de 10.000 pesos.

L'Etat confisquera le surplus et apurera ainsi sa dette à l'égard de la Banque Nationale.

Pendant toute l'opération, les frontières sont closes, l'atterrissage des avions sur le territoire de Cuba ainsi que l'entrée dans les ports sont interdits.

Les nouveaux billets, tous imprimés en Tchécoslovaquie ou en U.R.S.S., sont à l'effigie des héros de la révolution castriste et signés simplement « Che » du surnom du ministre des Finances Guevara.

Cet échange de billets équivaut à un emprunt forcé dont l'ampleur exceptionnelle permet au gouvernement de rétablir, au moins dans l'immédiat, la situation financière, gravement détériorée.

Il survient au moment où de sévères mesures de rationnement sont prises. De longues files d'attente, devant les magasins de ravitaillement, en sont la preuve.

Avant la prise du pouvoir par Fidel Castro, le niveau de vie de Cuba était un des plus élevés d'Amérique Latine. Aujourd'hui, le Cubain ne peut plus manger de viande qu'une fois par semaine, et il souffre particulièrement d'être privé

(1) Cette déclaration a été adoptée le 2 septembre 1960, après la réunion de l'O.E.A. à San José de Costa Rica en août 1960.

La réforme agraire cubaine a amélioré le sort du paysan.

de matières grasses, alors que, depuis 70 ans, les bouchers de Chicago, en quête de débouchés, l'avaient éduqué à être un gros mangeur de graisse.

Cependant, l'argent étant rare, il n'y a pas de marché noir.

Les magnifiques hôtels, construits au temps du dictateur Batista, sont tous réquisitionnés. Les uns sont transformés en ministères, les autres accueillent des invités de différentes Républiques d'Amérique Latine et des pays communistes, ainsi que des jeunes gens venus de la province cubaine.

Visites, conférences, colloques, souvent dirigés par Castro lui-même, initient ceux-ci, progressivement, à l'idéologie du régime et à l'œuvre de la Révolution. Un enseignement professionnel leur est parfois prodigué. De jeunes paysannes ont pu ainsi emporter, dans leur village, la machine à coudre qui a servi, pendant trois semaines, à leur apprentissage.

La campagne d'alphabétisation bat son plein. Il ne doit plus y avoir, à la fin de l'année 1961, un seul analphabète dans toute l'île. 15 % le sont encore en ville, et 40 % à la campagne. Paradoxalement, une grande partie des écoles sont en vacances, d'avril 1961 à janvier 1962, afin que professeurs et élèves volontaires puissent apprendre aux paysans à lire et à écrire. Les livres, celui du maître et celui de l'élève, présentent en plus de la méthode un condensé de doctrine marxiste et la propagande du régime pénètre ainsi dans tous les foyers.

La jeunesse cubaine se laisse embrigader avec enthousiasme, joyeuse de servir la Révolution Socialiste. Garçons et filles des villes apprennent à connaître leurs frères et sœurs paysans, et ce brassage de population facilite la mainmise du Parti sur le pays.

Le paysannat défend aussi le régime. La Réforme agraire a assuré le plein emploi à une main-d'œuvre agricole que la culture de la canne à sucre n'employait que quatre mois par an et qui, pour n'être pas réduite au chômage le reste de l'année, était contrainte de s'embaucher loin de chez elle et d'accepter des salaires dérisoires.

90.000 km² des terres de Cuba, sur les 114.500 que couvre l'île, sont fertiles.

Une humidité permanente de type tropical, de larges plaines aux sols meubles et profonds favorisent la culture de la canne à sucre. Cette vocation agricole a été constamment développée depuis l'Indépendance (1893) et les accords douaniers Cuba-Etats-Unis de 1902, dans le sens d'une monoculture intensive et d'un monopole de l'industrie sucrière au bénéfice presque exclusif des compagnies privées américaines (2).

C'est dans un ordre d'évolution normal que Cuba cherche, maintenant, tout en continuant de répondre à sa vocation agricole, à exploiter ses importantes ressources minérales (manganèse, chrome, cuivre, fer, nickel et pétrole) et à accéder progressivement au stade de l'industrialisation.

Le processus de la Révolution du 2 janvier 1959 tend à l'instauration d'un nationalisme économique autant qu'à une prise de pouvoir politique. Il s'est développé en plusieurs étapes.

La première étape de la Révolution a été la loi de Réforme Agraire promulguée le 17 mars 1959.

(2) Les exploitations sucrières représentent 61 % des surfaces cultivées. 47 % de ces exploitations étaient, jusqu'en 1959, la propriété de grandes compagnies américaines. Le potentiel annuel de la production de sucre, à Cuba, est de 6 à 7 millions de tonnes, soit 21,48 % de la production mondiale.

Une profession de foi marxiste-léniniste.

En créant une nouvelle structure foncière de l'Etat, elle apporte un élément de solution au problème social de Cuba.

59 % des terres restent exploitées sous le régime de la propriété privée : moyens propriétaires qui ne peuvent disposer de plus de 400 hectares, la « latifundia » étant proscrite, ou petits exploitants affiliés à l'Association Nationale des Petits Agriculteurs (A.N.A.P.) groupés en coopératives et que l'Etat contrôle entièrement. Ces petites propriétés ont une superficie de 25 à 70 hectares.

Le reste, soit 41 % des terres, est devenu propriété d'Etat. Elles sont réparties en deux catégories d'exploitations dirigées par l'Institut National de Réforme Agraire (I.N.R.A.) :

D'une part 233 « Fermes du Peuple » du type Sovkhoze, de 4.000 à 54.000 hectares, s'emploient essentiellement au gros élevage et à la culture du riz ; elles occupent 100.000 ouvriers agricoles, élèvent 1 million de têtes de bétail et fournissent 30 % de la production agricole du pays.

D'autre part, 622 coopératives, du type Kolkhoze, se consacrent au petit élevage et à diverses cultures dont la plus importante reste la canne qui occupe 170.000 ouvriers.

A ses ouvriers, l'Etat assure un logement confortable et coquet, l'éducation et les soins médicaux.

La réforme agraire cubaine, si l'on en croit les renseignements officiels serait une réussite : elle a, sans conteste, amélioré le sort du paysan ; elle aurait aussi sensiblement augmenté la production en quantité et en valeur.

Les autres étapes ont été marquées, en 1960, par la nationalisation de toutes les entreprises américaines situées sur le territoire, puis de toutes les banques, à l'exclusion des banques canadiennes, enfin de toutes les entreprises industrielles et commerciales de quelque importance. L'Etat les contrôle dans une proportion qui varie de 75 à 100 %. L'économie financière du pays est assurée par la seule Banque Nationale tandis qu'aucune importation ne peut plus être effectuée, à Cuba, sans passer par l'intermédiaire du seul acheteur autorisé : la Banque pour le Commerce Extérieur.

L'intensification du programme d'industrialisation doit permettre, dans les prochaines années, d'absorber 20.000 ouvriers par an, d'éliminer les chômeurs à temps partiel qui représentent environ 10 % de la population, d'accroître le niveau de vie des salariés dont 43 % encore gagnent moins de 75 pesos (375 NF) par mois.

Tandis que Washington infligeait à Cuba des sanctions commerciales de plus en plus sévères qui ont abouti, dans le courant de 1961, à un arrêt total des échanges officiels, le bloc sino-soviétique a négocié toutes sortes d'accords avec le gouvernement de la République qui doivent garantir à long terme l'application de ce programme.

Cependant, dans l'immédiat, Cuba traverse une crise financière grave.

En effet, l'écoulement de la récolte de sucre pour 1961, qui s'élève à plus de 6 millions de tonnes, n'est assuré par

les pays de l'Est que dans la limite de 4 millions de tonnes. Mais un million de tonnes seulement est payé en devises, ce qui correspond à 13 millions de dollars libres, alors qu'avant la fermeture du marché américain la vente du sucre rapportait à Cuba 600 millions de dollars.

Le reste, pour l'ensemble des accords, est payé en matériel.

Le gouvernement cubain a cherché à troquer encore deux millions de sucre, au cours du moment. Le surplus de la production est consommé sur place, à perte.

La situation de la trésorerie est très mauvaise : l'encaisse or, qui était de 273 millions de dollars en décembre 1959 n'atteignait plus que 28 millions de dollars avant la Loi Monétaire du mois d'août 1961.

On se perd en conjectures sur les raisons qui amènent maintenant l'U.R.S.S. et la Chine à ménager une aide financière qu'elles avaient largement prodiguée au gouvernement cubain, en 1960, sous forme de prêts d'un montant total de 250 millions de dollars (40 dollars par tête d'habitant), soit la moitié de ce que Eisenhower avait promis la même année à toute l'Amérique Latine.

Estiment-elles que le niveau de vie de Cuba demeure encore trop élevé par rapport à celui des Républiques de l'Est, ou qu'un peuple aspire d'autant plus au paradis soviétique qu'il est malheureux, ou encore que l'expérience Fidéliste est vouée à l'échec et que soutenir Cuba n'est plus politiquement ni économiquement rentable ?

La position marxiste-léniniste prise le 2 décembre 1961 par Fidel Castro peut laisser supposer que cette dernière hypothèse est fondée et qu'il sent aussi souffler le vent de la défaite.

Alors que personne ne lui demandait rien, et qu'il paraissait suranné de se poser la question de savoir s'il était marxiste dès l'origine ou non, puisqu'en fait, à Cuba, Révolution et Communisme ne font plus qu'un depuis la fusion opérée le 1^{er} mai 1961 entre le « Mouvement du 26 Juillet » et le parti communiste cubain (Parti Socialiste Populaire),

sous le nom de « Organisation Révolutionnaire Intégrée », il déclare, dans une véritable profession de foi, que son obédience communiste remonte à la victoire de sa révolution. Il explique que le « Mouvement du 26 Juillet » serait resté inorganisé et n'aurait pu survivre sans s'appuyer sur la solide structure du parti communiste : « Nous n'avons trompé personne, dit-il, car toutes les lois et les méthodes révolutionnaires sont, par essence, marxistes-léninistes ». Si, à l'origine, il n'a pas déclaré la véritable nature de sa révolution, « c'était pour ne pas la heurter aux puissants préjugés anti-communistes ».

Ces proclamations sont d'autant plus étranges qu'elles viennent à point appuyer les premiers pas vers le succès que l'Alliance pour le Progrès vient de marquer, lors du voyage du Président Kennedy au Venezuela et en Colombie, le 17 décembre.

Si, de façon aussi inopportune, Castro se déclare communiste et marxiste, c'est sans doute pour engager davantage les Russes malgré eux. En s'accrochant solidement à leur char, il pense qu'ils ne pourront pas le laisser tomber et qu'il évitera, par cet amarrage tardif, le déclin de son prestige.

Cependant, il est tenu par d'autres liens, car l'Amérique Latine ne se détourne pas tout entière de lui. Treize pays ont sans doute récemment rompu leurs relations diplomatiques avec Cuba, craignant que le vent tourne et qu'ils aient pris un mauvais cap, mais les trois grands, le Mexique, le Brésil et l'Argentine ne paraissent pas décidés à une rupture définitive avec Fidel tant que la lutte contre la pauvreté et la faim n'aura pas abouti. Dans le courant de janvier une conférence des Etats américains se tiendra à Punta del Este où sera débattue la participation de Cuba à l'O.E.A. Il semble vraisemblable que Cuba sera exclu de l'O.E.A.

L'Alliance pour le Progrès est bien née, mais le Castrisme n'est pas mort.

Magdeleine DE LA CHEVRELIÈRE.
10 janvier 1962.

PEUT-ON PARTAGER L'ALGÉRIE ?

par Annie LOMBARD

PARTAGE, partition, regroupement. Ces mots connaissent une certaine vogue à propos de l'Algérie, après avoir soulevé des oppositions passionnées depuis qu'en 1955 on avait prêté à M. Edgar Faure, alors Président du Conseil, le dessein d'étudier une telle solution, jusqu'en juin 1961, où, dans un débat à l'Assemblée nationale les orateurs s'étaient retrouvés unanimes pour condamner tout projet de ce genre.

La dégradation dramatique de la situation en Algérie, l'emprise de plus en plus étendue de l'O.A.S. sur la population européenne d'outre-Méditerranée, la lenteur et l'incertitude des négociations secrètes entre la France et le F.L.N. amènent nombre de Français à envisager une solution qui permettrait au moins de séparer les antagonistes.

Le partage, qui suscite la méfiance des « pieds noirs », est devenu l'argument de repli de beaucoup d'adversaires de la négociation et, notamment d'une fraction des animateurs de l'O.A.S. Mais il est significatif que l'idée de partage soit aujourd'hui acceptée par nombre de libéraux, angoissés par l'avenir de nos compatriotes d'Algérie.

PARTAGE PROVISOIRE OU DEFINITIF ?

L'étude la plus sérieuse qui ait été publiée sur ce sujet est certainement celle de M. Alain Peyrefitte (1), député U.N.R. Pour lui le partage de l'Algérie ne doit pas être l'objectif de la politique française. Il préfère « l'indépendance-association », mais son raisonnement est tout entier construit à partir du principe que le F.L.N., mouvement révolutionnaire, ne veut pas de l'association ou qu'il ne tiendra pas les engagements pris en ce sens.

Le partage, pour A. Peyrefitte, pourrait être une alternative dans la négociation ; un moyen de pression sur l'adversaire à qui l'on dirait : « si vous refusez l'association et les garanties, nous ferons le partage, en regroupant sur une partie du territoire algérien les Européens et ceux des musulmans qui le souhaiteraient ». Plus encore, A. Peyrefitte estime que le partage ne devrait pas être décidé par la France, mais être la constatation d'un fait : le regroupement des populations étant effectué, la France ne dresserait une frontière entre les deux fractions de l'Algérie que s'il apparaissait que le F.L.N. n'était pas suffisamment coopératif.

Ce partage, en outre, n'aurait pas, a priori, vocation à être définitif. L'Etat Franco-Algérien devrait être prêt à coopérer avec l'Algérie F.L.N. et, peut être, dans l'avenir, constituer avec elle et le Sahara, formant lui aussi une entité rattachée à la France, une fédération ou une confédération. Ce n'est qu'au cas où l'Algérie F.L.N. se refuserait à

cette éventualité que le partage prendrait un caractère définitif.

M. Peyrefitte expose six projets de partage, « Patrie et Progrès » un autre. Du regroupement des Européens et des musulmans qui le souhaiteraient dans les trois enclaves d'Oran, Alger, Bône, jusqu'au partage de l'Algérie en deux fractions sensiblement égales par une ligne passant à l'est des départements d'Alger, Orléansville, Tiaret, les hypothèses peuvent être multipliées.

Les enclaves, véritables « presides », ne sauraient constituer un Etat. Les autres éventualités groupent des territoires plus vastes et d'un seul tenant, mais peuplés à 90 ou 95 % de musulmans, dont une large partie devrait être déplacée si l'on ne veut pas prendre le risque d'une persistance de l'agitation nationaliste, voire du terrorisme.

LES ARGUMENTS FAVORABLES

L'argument majeur et qui rallie des opinions non suspectes d'activisme — reste, dans tous les cas, la sécurité des Européens d'Algérie et des musulmans qui refuseraient un Etat dominé par le F.L.N.

Si le territoire réservé était suffisamment large pour accueillir les « réfugiés » du Constantinois, il pourrait même constituer un Etat viable ; certainement plus riche et plus prospère que l'ensemble de l'Algérie, a fortiori que l'Algérie constantinoise.

En ce qui concerne le statut interne de l'Etat Franco-Algérien, A. Peyrefitte fait preuve de beaucoup de libéralisme. Trop sans doute pour rallier à ses thèses les Européens d'Algérie.

Il prévoit, en effet, une très large autonomie et même l'indépendance assortie d'une association avec la France.

Certes, les plus réalistes de nos compatriotes d'Algérie acceptent une telle solution, si elle était mise en œuvre sans le F.L.N. Ils sont plus nombreux que ceux qui admettent l'indépendance avec le F.L.N. Ils ne sont pourtant qu'une petite minorité.

Enfin A. Peyrefitte veut que l'Etat Franco-Algérien donne des chances égales aux Européens et aux musulmans. Pas de racisme. Pas de discrimination.

Encore faudrait-il que cela soit totalement accepté par les européens d'Algérie. Encore faudrait-il surtout que, dès le départ, les responsabilités, les postes de direction soient équitablement répartis. Or, dans l'état actuel des choses, il y a un déséquilibre important, notamment du fait que seule une minorité de musulmans a été scolarisée (en 1954, 15 % des enfants musulmans allaient à l'école ; actuellement 50 %). Le repli d'une fraction des Européens de l'Est-Algérien accroîtra ce déséquilibre qui ne pourra être corrigé, même avec la meilleure volonté, qu'après de longues années.

(1) Plon, Tribune libre.

LES FAUSSES COMPARAISONS

On dit et on répète que toutes les expériences de partage tentées à travers le monde ont été combattues — souvent violemment — par les populations intéressées. C'est vrai. Encore faut-il ne comparer que des événements comparables. Le partage de la Corée, du Vietnam, ont été le résultat d'un accord entre les Etats-Unis et les soviétiques, qui, ni l'un ni l'autre, ne sont impliqués en Algérie. Israël est né d'une volonté nationaliste qui ne disposait pas elle-même d'un territoire propre, au lendemain d'une guerre où les juifs avaient été persécutés en grand nombre et aspiraient à se retrouver entre eux. L'Inde et le Pakistan n'étaient pas peuplés de races différentes : c'était un problème religieux qui opposait bouddhistes et musulmans.

La position des Européens d'Algérie est singulièrement différente. Ils ne constituent qu'un dixième de la population du pays. Ils ne sont pas — sauf les quelque 150.000 israéliens intégrés à la communauté de souche française depuis le décret Crémieux — des Africains. Mais surtout, installés depuis une conquête après tout relativement récente, ils ont dominé le pays, quoique minoritaires, par une véritable colonisation. Ils détenaient la totalité du pouvoir et constituaient, avec une toute petite minorité de la bourgeoisie musulmane, une caste privilégiée. Il y a là un état de fait dont nos contemporains ne sont d'ailleurs pas responsables et qu'on ne saurait leur reprocher totalement : un système politique et administratif façonne les hommes et les modes de vie, crée un état de fait que les intéressés sont d'autant moins portés à remettre en cause qu'ils en sont bénéficiaires.

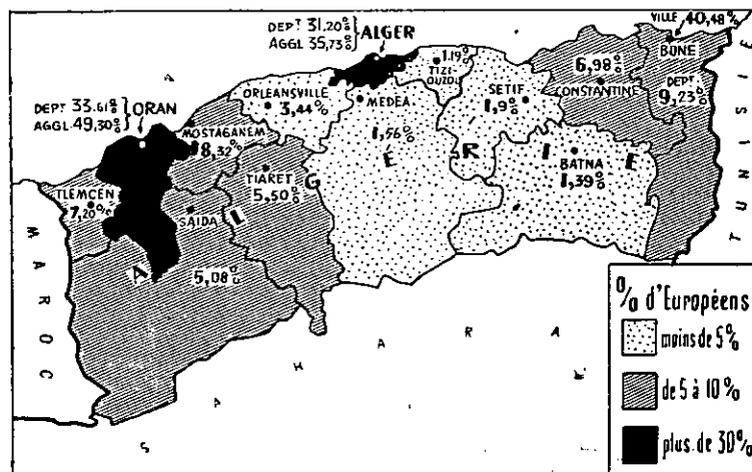
CE NE SERAIT PAS LA FIN DE LA GUERRE

Les neuf millions d'Algériens musulmans ont, eux aussi, le droit d'avoir une opinion sur l'avenir de ce qui est au moins autant leur pays. Après sept années de guerre, de répression, de souffrances, il est incontestable que l'idée de Nation algérienne est devenue une réalité, une aspiration pour 90 à 95 % des musulmans, qui veulent l'indépendance et qui ne la conçoivent qu'avec le F.L.N. et pour toute l'Algérie. Ce qui ne veut pas dire, pour la plupart, contre la France et sans les Français.

Dans l'état actuel de l'opinion musulmane, et surtout — il est vrai — depuis que le général de Gaulle a envisagé l'indépendance de l'Algérie, il est exclu que le partage soit accepté. L'amputation d'une fraction du territoire algérien — et particulièrement des régions les plus riches — se heurtera à une résistance violente. Le partage ne serait donc pas la fin de la guerre, mais sans doute un redoublement de son intensité, que le F.L.N. choisisse de tenter la reconquête du territoire séparé ; qu'il vide celui-ci de la quasi-unanimité des musulmans en faisant pression sur eux au moment du regroupement ; ou encore qu'il laisse à l'intérieur de la zone franco-algérienne des commandos de terroristes ou des propagandistes.

Le F.L.N. est aujourd'hui politiquement trop fort pour accepter le partage ; il en eût été peut-être différemment si celui-ci avait été proposé ou réalisé entre 1956 et 1958. Il aurait alors permis au F.L.N. de disposer d'une fraction du territoire, où il aurait pu s'installer ; ce qui a été à plus d'une reprise son ambition. Aujourd'hui, les musulmans de la Casbah d'Alger, de la Ville Nouvelle d'Oran, ceux de la Mitidja comme ceux du Séfiois ou des Aurès, non seulement obéissent au F.L.N. mais sont liés à lui par un sentiment de solidarité. Les excès actuellement commis par l'O.A.S., les lynchages, les mitraillages aveugles ne peuvent qu'exacerber ce sentiment.

L'avenir de l'Algérie passe par la cohabitation pacifique des deux communautés.



PROPORTION DE LA POPULATION EUROPEENNE

Cette carte donne une idée de l'implantation de la communauté européenne à travers l'Algérie. Les chiffres cités par A. Peyrefitte paraissent correspondre au recensement de 1954. Ceux de 1961 donnent des pourcentages un peu plus faibles (département d'Alger : 26,6 % ; d'Oran : 31,26 % ; Bone : 8,44 % ; Mostaganem : 6,95 % ; dans les départements intérieurs la différence est moins sensible).

Mais, dit A. Peyrefitte, le partage permettrait à l'Etat Franco-Algérien de faire, s'il était attaqué, une guerre de position, à laquelle l'Algérie F.L.N. serait hors d'état de faire face. Les moyens proprement militaires dont dispose actuellement le F.L.N. sont, certes, limités. Il ne faut pas oublier que, depuis dix-huit mois, le F.L.N. joue la négociation, qu'il a resserré son emprise politique sans chercher à renforcer son dispositif strictement militaire. L'échec de la négociation s'accompagnerait d'un changement de politique du G.P.R.A. Il verrait l'entrée en lice des troupes F.L.N. stationnées en Tunisie et au Maroc. Ces deux Etats seraient contraints, par la force de leurs opinions publiques, d'aider davantage leurs amis algériens, voire d'entrer directement en lice. Bien plus, comment croire, comme l'écrit A. Peyrefitte, que l'Afrique, que le monde, verrait avec bienveillance la réalisation du partage ? Comment croire que les sympathies iraient vers l'Etat Franco-Algérien, au détriment de l'Algérie F.L.N. ? Dans l'état actuel des forces dans le monde, ce serait l'Algérie la plus nationaliste, la plus indépendante qui polariserait les bienveillances. Et cela quel que soit le libéralisme de l'Etat protégé par la France. C'est l'Algérie F.L.N. qui serait soutenue par le Maroc et la Tunisie, même si son caractère socialiste et révolutionnaire devait faire perdre son trône à Hassan II, son fauteuil présidentiel à Bourguiba.

L'Afrique noire, avec laquelle un climat d'amitié a pu être confirmé dans l'indépendance ne pourrait pas ne pas suivre le mouvement. Les défenseurs du partage devraient savoir combien cette amitié franco-africaine est menacée par la persistance du conflit algérien. Elle a pu être sauvegardée jusqu'ici grâce au prestige du général de Gaulle en Afrique, grâce à la conviction des dirigeants africains que de Gaulle jouait sincèrement la décolonisation en Algérie.

Qu'on ne se fasse pas d'illusion. En cas de partage, ce serait vers l'Algérie F.L.N. qu'iraient les sympathies africaines ; le courant nationaliste serait plus fort que l'amitié

avec la France. Ce serait la fin de cette communauté morale qui a subsisté à la communauté juridique de la Constitution de 1958.

ON « VOTE AVEC LES PIEDS » POUR LA LIBERTE

Le partage, même préparé avec le plus grand soin, poserait inévitablement d'immenses problèmes humains, sociaux, économiques, toujours douloureux. Celui de l'Algérie verrait se croiser sur les routes d'immenses convois de réfugiés.

Il y aurait les européens de la zone F.L.N. Mais est-il sûr que la majorité d'entre eux accepteraient de faire 300, 500 kilomètres pour se réimplanter en Oranie ou dans l'Orléans-villois ? Beaucoup préféreraient, s'ils ne peuvent rester chez eux, partir directement en métropole.

Il y aurait les musulmans de la même région qui choisiraient la zone franco-algérienne. Mais combien ?

A. Peyrefitte répond : d'abord ceux qui sont « compromis » avec nous, les militaires, les élus municipaux notamment. L'argument est valable pour une minorité d'entre eux et la France doit permettre à ceux qui le souhaiteront de vivre hors de l'emprise du F.L.N. Mais, il est de fait que beaucoup sont d'ores et déjà « compromis » dans les deux camps. Dans le bled notamment, une sorte de coexistence largement pacifique s'est instaurée qui permet à l'administration française et à l'organisation politico-administrative du F.L.N. de vivre côte à côte.

En ce qui concerne les militaires musulmans, le problème est moins aigu qu'on aurait pu le croire il y a quelque temps. Le F.L.N. ne pourchasse plus guère les musulmans sous l'uniforme. Il semble même que les harkis se soient vus offrir une sorte d'amnistie, sauf sans doute pour ceux qui ont manifesté un trop grand zèle personnel.

A. Peyrefitte estime qu'un million et demi au moins, quatre millions au plus, de musulmans demanderaient à rester ou à s'installer dans la zone franco-algérienne, suivant qu'on retiendrait l'une ou l'autre des hypothèses de partage. Les chiffres sont très optimistes. Mais, il prévoit aussi que, par la suite, des musulmans quitteraient la zone F.L.N. au bénéfice de l'état de l'Ouest. Sa démonstration est basée sur l'exemple allemand. Pour lui, les Algériens seraient attirés par un état franco-algérien plus riche, mieux administré, alors que passé le stade du « rêve héroïque », ils seraient confrontés avec des difficultés, peut-être l'autoritarisme, voire les divisions de l'Etat F.L.N. Le raisonnement a le défaut de reposer sur une base erronée : les allemands de l'Est ne se sont pas réfugiés à Berlin-Ouest pour le confort ou la richesse. Ils ont abandonné leurs biens pour conquérir la liberté. C'est pour elle qu'ils ont « voté avec leurs pieds ». Or, inévitablement, pour les musulmans d'Algérie, la liberté sera l'indépendance, même si le régime politique n'est pas particulièrement libéral.

Bien plus, ce sentiment sera accentué par une donnée qu'escamotent la plupart des fabricants de projets de partage. L'Algérie franco-algérienne — sauf l'hypothèse des enclaves — aura une immense frontière à défendre, d'autant plus que le Sahara est censé devenir lui aussi, un état franco-algérien. Comme il est exclu que les Européens d'Algérie acceptent longtemps la mobilisation de huit classes qu'ils réclament aujourd'hui à la suite de Salan, l'armée chargée de la défense de l'Etat franco-algérien sera fournie en partie par la Métropole. C'est la France qui tiendra en fait le glaive — ou la mitrailleuse —. Ce fait seul donnera au moins l'apparence d'un maintien du colonialisme, de la servitude. Il renforcera pour les musulmans l'idée ou l'illusion que la liberté est à l'Est.

L'IRREALISABLE PARTAGE

Le partage de l'Algérie apparaît, en fin de compte, comme une solution mauvaise, à peu près certainement irréalisable.

« Les choses étant ce qu'elles sont », la seule solution possible c'est la politique définie par le général de Gaulle, même si l'on conteste certaines formulations, certaines maladresses, et l'impuissance des pouvoirs publics à maintenir l'ordre en Algérie.

Malgré l'emploi inconsidéré du terme « dégageant », qui fournit à l'O.A.S. un excellent thème de propagande, il est injuste de dire que le gouvernement ne se préoccupe pas d'obtenir du F.L.N. des garanties pour l'avenir des Français d'Algérie. C'est même, semble-t-il, ce point qui a retardé l'aboutissement des négociations.

J'avouerai me défier des seules garanties strictement juridiques, qui pourraient facilement être tournées par un gouvernement algérien qui risque fort de ne pas avoir les mêmes conceptions du Droit que la France.

Si le F.L.N. accepte l'association, des clauses de réciprocité peuvent fort efficacement protéger les Français d'Algérie. Cette Algérie aura besoin d'une aide de la France ; elle aura aussi besoin de maintenir le courant d'émigration d'une main-d'œuvre excédentaire, dont les mandats font vivre quelque deux millions d'Algériens. La France disposera ainsi de moyens de pression non négligeables pour défendre ses ressortissants.

D'autre part, le maintien d'une partie de l'armée française en Algérie, notamment près des grandes villes et dans les centres à forte minorité européenne apporterait un apaisement notable à nos compatriotes en ce qui concerne leur sécurité. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette éventualité ne se heurte pas à l'opposition des dirigeants nationalistes.

Certes, des incertitudes existent encore quant à la signature d'un accord franco-F.L.N. Quand ces lignes paraîtront, peut-être la solution sera-t-elle en vue ? L'idée de partage serait alors dépassée. Si, par malheur, les négociations échouaient, ses partisans ne manqueraient pas de redoubler d'efforts pour la faire prévaloir. Certes, le gouvernement semble maintenant avoir exclu tout projet de partition et préférerait, si l'accord s'avérait impossible, tenter l'expérience d'un exécutif constitué au moins au départ sans le F. L. N. Ce n'est qu'au cas où s'imposerait la nécessité d'un désastreux repli sur la métropole qu'un regroupement provisoire pourrait être réalisé. Reste aussi l'hypothèse que l'O. A. S., renforcée par l'échec de la politique gaulliste, ne réalise le partage à la suite d'un coup de force, faute d'être en mesure de tenir la totalité du territoire. Ce partage de fait ne pourrait être réalisé que dans le sang, dans une guerre encore plus atroce.

Le drame actuel réside dans ce désespoir absolu de nos compatriotes. La passion dans laquelle ils tombent les empêche de voir que la solution de salut est dans un accord négocié qui sauvegarderait leurs chances de vivre en paix dans cette Algérie à laquelle eux et leurs ancêtres ont ouvert la voie du progrès, à laquelle demain leur concours sera non moins indispensable. La plupart des musulmans, même cadres du F. L. N., en sont aujourd'hui persuadés. La cohabitation des communautés, leur coopération paraissent aujourd'hui possibles. C'est aussi la seule issue raisonnable et humaine d'une tragédie dont les uns et les autres ont trop souffert.

Annie LOMBARD.

Dans le cadre d'une organisation régionale il apparaît intéressant que des initiatives locales soient prises ; aussi avons-nous jugé utile de publier le témoignage d'André-François Mercier qui, au contact d'expériences locales en cours, nous présente quelques réflexions orientées vers le concret.

UTOPIE OU NÉCESSITÉ :

Animer économiquement les chefs-lieux de cantons

Malgré l'apparence actuelle de la prospérité, un grave malaise pèse sur l'économie française, exprimé par les deux réalités suivantes :

1° les deux tiers de la population habitent un sixième des communes ;

2° 1.300 cantons sur 3.000 se sont dépeuplés depuis cinquante ans.

Ce mouvement inexorable se développera bien davantage au cours des années à venir si aucune tentative n'est faite pour l'entraver.

En effet, les régions fortement industrialisées de l'Est, du Nord et de la région parisienne constituent des centres d'attraction où se massent sans cesse davantage d'entreprises, créant ainsi dans le reste du territoire une distorsion et un vide inquiétant.

L'appel vers les grands centres est d'autant plus fort que les entreprises, loin de craindre la concurrence, recherchent les zones où des activités voisines des leurs sont déjà fortement installées, afin de former d'importants points de concentration industrielle, favorisant les approvisionnements massifs en matières premières, en main-d'œuvre qualifiée, en moyens de transports, en outils de rechange, etc.

Déséquilibre entre régions industrialisées et campagnes dépeuplées

La région à « expansion concentrée » est donc d'un certain point de vue une nécessité économique. Ajoutons que les salariés ne souffrent pas de ce régime. Ils sont plus sûrs qu'ailleurs de trouver un emploi qualifié ; les salaires sont plus élevés dans ces régions à forte densité économique que dans les provinces inanimées.

Il faut même craindre que l'offre de hauts salaires dans certaines régions très actives ne provoque un important afflux de main-d'œuvre prélevé sur les régions pauvres du territoire, préci-

pitant le mouvement qu'il s'agit de freiner. Devant un pareil courant créé par des arguments d'ordre économique et d'ordre social, on conçoit que les gouvernements successifs et les nombreux organismes spécialisés, penchés depuis quelques années sur le problème, n'ont pu agir efficacement. Bien mieux, les dernières dispositions gouvernementales, tendant à créer en province un développement économique autour de quelques grands centres déjà industrialisés, vont consacrer la réalité du phénomène observé, et non seulement nos inquiétudes ne seront jamais levées, mais nous verrons dans les années à venir s'accroître la désertion des campagnes, s'effectuer des transferts de population et s'étioler des zones nouvelles qui aujourd'hui pourraient encore être sauvées.

Bien sûr, affirmeront les partisans de l'Europe, dans la perspective du Marché Commun la concentration est nécessaire en vue de la sérieuse compétition qui se prépare. Mais il faut songer au problème humain, à la survie de nos plus anciennes provinces, au désespoir soudain de milliers de jeunes obligés de quitter leur foyer, leur ville natale, pour trouver parfois à plus de 500 km. leur pain quotidien. Le malaise breton qui s'est exprimé récemment sur le plan agricole par de forts remous est la réaction brutale des jeunes ruraux désemparés. La Bretagne, dans sa presqu'île éloignée de Paris et de tous grands centres industriels, est défavorisée comme le sont, pour le même motif d'éloignement, de nombreuses régions de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Centre et du Midi de la France.

Je ne fais pour ma part aucune confiance à l'Etat pour établir l'équilibre. Les bonnes intentions n'ont pas manqué depuis cinq ans. Les régions les plus défavorisées se sont émues les premières, et grâce à quelques animateurs dévoués, des plans régionaux ont été élaborés. Le Comité des Plans Régionaux à l'échelon national fait un effort louable afin de terminer en 1961 l'ensemble des plans, mais plus de la moitié sont encore en chantiers. Les directives du Comité National, en vue d'établir une relation entre les plans et les programmes d'aménagement et afin d'intéresser le plus grand nombre d'Organismes à leurs projets, tendent, nous

le sentons bien, à rendre vivant un cadre théorique. Les réalités sont plus fortes que les principes mais il est difficile de refuser les principes et les plans d'action.

Encore une fois, cet effort est utile mais il risque de s'enliser sous la paperasse des plans, des discours, des bureaux.

Or il importe d'agir vite et de donner confiance à une multitude de Municipalités et de Comités d'Expansion locaux qui, chaque année, voient les communes se vider de leur meilleure substance. De nombreuses Cités de l'Ouest perdent chaque année une trentaine de jeunes, partis vers la ville trouver l'emploi médiocre qui leur donnera l'illusion d'être employés. Ce courant de migration vers les grands centres peut créer bientôt une nouvelle classe sociale d'aigris et d'inadaptés.

Un remède : le Comité Cantonal d'Expansion

La solution, pour la majorité des communes de France, n'est pas dans la mise en application des plans régionaux : elles n'en ressentiront jamais les effets bienfaisants. Mieux, pendant une longue période, elles subiront de proche en proche l'appel de main-d'œuvre des capitales régionales voisines, et elles continueront à se dépeupler.

Le CANTON est une entité économique concrète. Les foires et marchés du Chef-lieu drainent — depuis des siècles — tous les courants commerciaux, à dates fixes. Tout le monde se connaît ; tout le monde se retrouve, pour s'informer des choses de la vie publique, familiale, économique. Les notables existent et font régner leur influence. Les jeunes viennent se distraire au Chef-lieu, et parmi eux, ceux qui pensent au bien commun, parlent des moyens de développer et faire rayonner leur canton.

A l'instant où les frontières s'ouvrent et où les transports raccourcissent les distances, ces propos peuvent paraître surannés. Ils touchent pourtant de très près la réalité quotidienne de nos provinces, et ils montrent sur quelles données concrètes il est possible d'engager une action sérieuse et durable.

Il n'est pas absurde d'imaginer dans chaque canton de France un Comité d'Expansion Economique, constitué d'une dizaine de membres. Autour du Maire du Chef-lieu, pourraient se réunir l'industriel, le notaire, le professeur, le spécialiste agricole et les quelques jeunes, soucieux de l'avenir économique de leur région. Les bonnes volontés existent, mais elles manquent seulement d'un Organe fédérateur. Les initiatives isolées sont vouées à l'inefficacité et elles engendrent le découragement. Le travail en équipe, par contre, est fécond et enthousiasmant.

N'oublions pas qu'aujourd'hui les jeunes ne s'intéressent à la Chose publique qu'au travers des intérêts immédiats de leur cité ou de leur village. Leur imagination, leur désir d'action, les poussent à s'employer. Quelle formation pourrait leur être donnée par l'étude des problèmes de leur région, en vue des relèves nécessaires ?

Les directives pourraient être apportées périodiquement par un Comité National d'Expansion qui, au départ, devrait rédiger un questionnaire comparable à celui élaboré par les Jeunes Chambres Economiques Américaines, afin de photographier d'abord les activités existantes, puis établir le calendrier d'un programme de développement pour des activités à accroître ou à trouver.

Ne nous leurrions pas ; il n'est pas question d'envoyer une

Développer et moderniser les courants d'échanges.

usine nouvelle dans chaque ville de France. Les grandes Entreprises pourvues de moyens ne se décident à quitter une zone industrielle qu'après études sérieuses, et le plus souvent, elles se contentent de créer en province un nouvel échelon, laissant sur place les rouages existants. La petite ou moyenne Entreprise a souvent des problèmes de trésorerie ou de financement tels, qu'un départ vers la province ne pourra que rarement être envisagé. Elle devra en outre veiller à ne pas perturber ses courants commerciaux, ses moyens d'approvisionnement, et le déplacement de son personnel posera de graves problèmes.

Un courant de décentralisation industrielle existe

Malgré ces difficultés d'ordre général, il existe un courant de décentralisation. Le département du Loir-et-Cher, grâce à un animateur infatigable, a su attirer une centaine d'Entreprises venues s'installer dans la « chlorophylle ». Cette région à 200 kilomètres de Paris est à la limite, fatidique des projets de décentralisation ; elle a su en profiter.

Ailleurs, le rôle d'une banque sera déterminant. Dans un département du Centre, une ancienne et sérieuse banque locale, possédant un échelon à Paris, draine vers sa région les affaires décidées à s'agrandir et à se déplacer. Le banquier, par sa clien-

tèle, possède un réservoir important d'informations que les Comités d'Expansion ont intérêt à exploiter au mieux.

Certaines banques ont créé à Paris des Organismes privés, chargés d'étudier les dossiers proposés par la clientèle et de suggérer un programme chiffré d'installation en province avec prêts éventuels.

Ces efforts privés sont réconfortants ; ils montrent qu'à force de volonté, il est possible d'infléchir des courants apparemment irréversibles.

L'espoir de venir en aide aux régions sous-développées françaises n'est donc pas chimérique.

Il est important d'assurer les liaisons entre le candidat à l'implantation en province et les Municipalités dans l'attente d'une installation. Le Comité Cantonal n'est pas irresponsable ni anonyme. Il agit par devoir, avec l'ambition de réussir. Il connaît ses besoins. Il saura choisir entre plusieurs candidats celui qui a le plus de chances de pouvoir s'adapter à la région, en raison du climat, des mœurs, du volant de main-d'œuvre disponible, des communications, etc.

Au cours de réunions mensuelles ou trimestrielles, le Comité Cantonal fera le point de ses recherches, de ses difficultés, des projets en cours. Il consultera tel artisan qui, dans le canton, parti de rien a réussi, à force de travail et d'ingéniosité, à développer son affaire et à devenir un employeur important. Il s'interrogera de savoir s'il est possible de brancher sur ses activités de nouveaux programmes, provoquant de nouveaux débouchés. Si l'affaire périclète, au contraire, le Comité Cantonal recherchera dans quelles conditions elle peut être reconverte ou adaptée. Combien d'exemples pourrions-nous citer de développements pris dans de modestes bourgades, par un carrossier, un quincaillier, un électricien, voire même un ouvrier spécialisé en mécanique, ayant monté de toutes pièces des usines comportant plusieurs milliers de mètres carrés couverts, et des dizaines ou des centaines d'ouvriers.

L'action du Comité Cantonal devra être orientée d'abord sur les activités existantes, avec mission de rechercher toutes les facultés de développement. Ensuite l'enquête se poursuivra sur les activités nouvelles à implanter, compte tenu des structures locales.

Il sera souvent difficile d'implanter une importante et unique usine dans une région purement agricole, mais il n'est pas exclu qu'un laboratoire pharmaceutique ou une industrie se rattachant aux activités agricoles (bois, viandes, produits chimiques) pourrait naître dans cette région agricole.

Dans une zone industrielle spécialisée, d'autres activités du même ordre pourraient s'ajouter sans aucun préjudice pour les entreprises existantes, mais il n'est pas certain qu'une industrie métallurgique voisinerait facilement avec plusieurs industries textiles, et réciproquement.

Il importe de trouver les critères favorables aux activités économiques nouvelles sans oublier les facteurs attractifs. Sur ce point, les régions pittoresques bénéficient d'un excellent avantage. Le Président d'un important Comité Départemental des Alpes expliquait récemment combien les hautes cimes neigeuses et les lacs voisins facilitaient l'arrivée d'usines nouvelles, car les épouses acceptaient plus facilement de s'expatrier, assurées de pouvoir, été comme hiver, se retrouver sportivement en famille chaque week-end à ski ou en bateau.

Dans le même esprit, une cité en régression démographique du Poitou, sachant tirer parti de ses ressources touristiques, a pu réanimer la vie locale. Un concours de maisons fleuries a développé le tourisme et permis des aménagements hôteliers. La cité mourante est devenue une ville animée.

Les observations que nous venons de présenter n'ont pas la prétention de résoudre tous les problèmes, ni même d'établir une économie nationale sainement répartie. Elles peuvent constituer à l'écart des théories un élément positif et réaliste du retour à la confiance de nombreuses populations aujourd'hui désemparées.

Le travail qui s'impose doit être entrepris à la base. Or tous les plans actuellement en cours ont pour but de toucher les sommets. Sans rejeter cet effort nécessaire, nous prétendons qu'il faut en même temps atteindre la base et résoudre au plus tôt les problèmes à ce niveau.

Notre projet suppose un acte de confiance fait à des milliers de jeunes disponibles sur l'ensemble du territoire, pour s'intéresser à ce qu'il y a de plus exaltant dans la vie : travailler au bien public à l'échelon de son terroir.

André-François MERCIER.

Colloque "France-Forum" de Saint-Germain-en-Laye

Les 27 et 28 janvier s'est déroulé à Saint-Germain-en-Laye un Colloque « France-Forum » sur le thème « LA DEMOCRATIE A REFAIRE ».

Quatre rapports ont été présentés et chacun des rapports a été suivi d'une libre discussion.

L'ordre du jour était le suivant :

- « Le problème de la dépolitisation de l'opinion publique en France », rapport introductif de René Rémond.
- « Rapports des pouvoirs et démocratie » rapport introductif de Georges Vedel.
- « Les moyens d'expression efficaces de la volonté populaire », rapport introductif de Jacques Fauvet.
- « Convergences de pensée et problèmes d'action », rapport de conclusion, par Etienne Borne.

Ont participé aux débats, des hommes politiques appartenant à des partis différents, des syndicalistes ouvriers et paysans, des universitaires, des journalistes, des responsables de mouvements de jeunesse, des animateurs de groupes d'études et de formation civique.

Nous donnerons à nos lecteurs des informations sur ce Colloque dans nos prochains numéros.

Braque au Louvre

RIEN ne me semble plus périlleux que de faire un article sur une exposition de peinture : les bons tableaux, par définition, ne se laissent pas traduire en « anecdote ». Ils ne peuvent se raconter, ou s'expliquer avec des mots. Et il n'est pas, depuis Cézanne, de peintre moins anecdotique que Braque. J'ajoute qu'ayant refusé, à l'entrée du Louvre, la radio portative et le casque qui devaient me guider au milieu de « l'atelier de Braque », j'en suis réduit à mes pauvres lumières, à ma « petite sensation », à des impressions personnelles, et je conçois fort bien qu'on se refuse à les partager. Dirai-je, tout simplement, le plaisir de l'esprit, le bonheur sensible et pleinier, la « délectation » dont cette visite m'a comblé ? L'atelier de Braque, c'est à la fois l'échoppe de l'artisan et la chambre secrète du « démiurge », créateur d'un univers de formes, dont la réalisation solide, évidente, et pour ainsi dire « palpable », s'impose à l'œil et à la main.

Palpable, en effet : Braque le dit lui-même : « dans la nature, il y a un *espace tactile*, je dirais presque manuel. Quand une nature morte n'est pas à portée de la main, elle cesse d'être une nature morte ». S'il fallait définir le père du cubisme, je crois bien qu'on trouverait là l'idée centrale, « l'obsession », qui inspire toute son œuvre, admirable de continuité et de cohérence dans sa variété. « *Toute ma vie, confiait-il à un critique, ma grande préoccupation a été de peindre l'espace.* »

La construction intellectuelle, à partir de l'émotion sensible, le bannissement de l'anecdote, la réduction des formes à des volumes géométrisés, la suggestion de la profondeur sur le plan même de la toile, tout cela Braque l'a puisé dans Cézanne.

Les maisons à l'Estaque, premier tableau exposé, font apparaître clairement cette filiation. Il est passionnant de suivre à travers les années, toute l'évolution du cubisme — et de la peinture contemporaine — depuis la décomposition analytique d'un espace presque incolore jusqu'à l'harmonieuse synthèse, qui apparaît déjà dans *La femme à la mandoline* de 1917, où le cubisme rejoint la nature et la couleur — sous forme de plans colorés, libérés des limites de l'objet — et jusqu'aux *ateliers* peints ces dernières années, auxquels la maîtrise technique, et la contemplation hallucinée des objets confèrent une signification mystérieuse.

Les natures mortes, thème constamment repris par Braque, sont la source d'émerveillements toujours nouveaux. La noblesse des objets, les plus humbles — la cruche, la table de bois, le chaudron, le poêle, l'équilibre subtil des rapports de formes et de couleurs, aux harmonies sounes, composent une architecture rigoureuse, faisant du tableau un ensemble parfait. Les « choses » dont Braque imite parfois la matière, en trompe-l'œil, pour en faire un ornement autonome, et dont la substance se mêle souvent à l'huile, sous forme de sable, de limaille ou de sciure : voilà les divinités de ce *monde intérieur* — Braque a peint fort peu de paysages —, animé par des modulations musicales ou par des variations sur des thèmes musicaux : partitions, guitares, violons.

Dans la grande tradition de la peinture classique.

« 20 ans après », le grand public rend hommage à Braque, premier artiste vivant qui fasse — à plus de 80 ans, il est vrai — son entrée au Louvre, dont il avait déjà orné un plafond après Ingres et Delacroix. Son œuvre a résisté au temps. Elle s'inscrit dans la grande tradition de la peinture classique. Elle prouve, après bien d'autres, que l'épithète ne recouvre nullement l'académisme : rien de plus vivant, de plus nouveau et en même temps de plus équilibré que cet art.

« Le peintre, aimait à dire Braque, pense en formes et en couleurs. L'objet, c'est la poétique » et encore : « Il n'y a pas de symbole dans mon œuvre ». S'il y a un message de Braque, il est d'ordre pictural. Et pourtant, l'admirable *vitrail* de Varrangeville, les *Oiseaux* de sa dernière période — traités comme de purs signes plastiques et cependant chargés de mystère — donnent à penser que les « choses » de Braque « ont des idées », une âme, qu'il émane d'elles une spiritualité cachée. Sa ferveur, « à l'unisson de la nature », dégage la structure essentielle des objets, révélant en quelque sorte le « sacré » qu'ils portent en eux sans le savoir.

Ces messagers du surnaturel évoquent le « grand oiseau » dont parle Léonard de Vinci, cité par Paul Valéry, « foudroyant son labeur imparfait, illuminant sa patience et les obstacles par l'apparition d'une suprême vue spirituelle, obstinée certitude... le grand oiseau prendra son premier vol, louange éternelle au nid d'où il naquit ».

Jacques MALLET.

LA GROTTTE

A U lever du rideau, tous les personnages sont en scène : la cuisinière, Marie-Jeanne, assassinée dans des circonstances étranges et qui nous indiffèrent ; la petite souillon enceinte, à qui la cuisinière fait boire force tisanes pour « remettre les choses en ordre » ; le cocher, dont les instincts brutaux ont causé des désordres ; le valet de chambre proxénète ; un maître d'hôtel sirupeux ; un jeune séminariste fils d'une vieille liaison de la cuisinière avec son maître, le comte, et qui embrasse l'état religieux parce que sa mère y voit un moyen de gravir l'échelle sociale. Voilà pour les personnages d'en bas, ceux d'une grotte de l'époque de Zola.

En haut, le comte, sa femme « la sucrée », pleine de bonnes intentions, un couple de jeunes fêtards et l'ombre de la première femme du comte, « la vieille », dont ceux d'en bas vénèrent le souvenir détesté.

L'auteur aussi est présent sur scène et il fait mine de se débattre avec les personnages pour éviter au public de trop désagréables vérités. En fait, les personnages s'imposent à nous, malgré les intrusions perpétuelles de l'auteur et d'un inspecteur de police qui interrompent constamment l'action, ce qui provoque un effet certain d'énervement.

On a écrit qu'avec cette pièce, Anouilh ouvrait, après le cycle des pièces noires, le cycle des pièces atroces : la situation est en effet à la limite du supportable.

Ne croyez pas d'ailleurs que ce qui l'emporte chez le spectateur soit un sentiment d'indignation contre « ceux d'en haut », ils sont ce qu'ils sont, pas plus mauvais que d'autres et plutôt remplis de bonnes intentions ; ce qui est effrayant, c'est la résignation de « ceux d'en bas » : le maître d'hôtel pour qui un certain goût du décorum et de

l'ordre a remplacé le sens de l'humain, le valet, la sou-brette, qui s'arrangent pour tirer avantage de tout, la petite Adèle au cœur pur, bien sûr, mais soumise, en quelque sorte ployée dès son enfance et même Marie-Jeanne, force de la nature, qui a refusé autrefois de partir avec le comte parce qu'elle « sait la vie » et qu'elle était résignée à l'échec. Voilà qui est nouveau dans l'œuvre d'Anouilh : nous avions eu jusqu'ici des « sauvages », des révoltés, des « Antigone », des cœurs d'une pureté tranchante, des pauvres, durs et lucides, qui « se cognaient dans le monde » mais qui refusaient la résignation. Or Adèle est la sœur de la Sauvage mais une sœur écrasée et consentante.

C'est cela qui est insoutenable et qui devient atroce dans la mesure où aucune autre lumière ne vient nous éclairer.

On a beaucoup écrit sur le « Christianisme » d'Anouilh. Cette pièce n'apporte aucune explication, semble-t-il. On en est réduit à se poser quelques questions : pourquoi ce titre ? Pourquoi la présence d'une soutane, persiflage ou inquiétude ?

La mise en scène et tous les interprètes méritent des éloges. Jean Le Poulain, plus sobre qu'à son ordinaire, joue la difficile comédie de l'auteur dépassé par ses personnages comme s'il était vraiment surpris et choqué ; Lidia Kedrova est une magnifique Marie-Jeanne, vigoureuse et drue. Huguette Hue est une sensible Adèle, tous les acteurs tiennent leur place avec discrétion ou avec fougue dans un jeu de grande qualité.

Mais il faut aussi voir la pièce pour les quelques scènes où les personnages échappent à l'auteur et qui sont l'essentiel de ce qu'Anouilh avait à dire.

Françoise BASCOUL-GAUTIER.

Après le cycle des pièces noires, celui des pièces atroces.

L'État et le Citoyen

par le Club Jean Moulin

Le club Jean-Moulin présente un travail collectif sur un thème vaste cependant que précis contenu d'ailleurs tout entier dans le titre de l'ouvrage.

Les hommes de notre génération ont vu déjà deux fois se coucher l'État républicain sans pour autant convenir des causes de ces abaisséments. Néanmoins ici et là l'espoir demeure chez beaucoup de découvrir le virus, de l'isoler et d'insuffler au corps une nouvelle vie. A cette tâche de résurrection paraissent s'être attachés pour leur part les membres du club Jean-Moulin.

Selon eux la République est morte parce que la démocratie ne l'avait jamais habitée. Ce fut un corps sans âme et bientôt un cadavre. Il y avait des mots, il y avait des mythes, il n'y avait pas de citoyens. Un des postulats des analystes du club Jean-Moulin est en effet que les idées que les hommes se font d'eux-mêmes progressent moins vite que leur manière de vivre. C'est ainsi que des millions d'Américains et même d'Européens se croient les défenseurs de la libre entreprise alors que celle-ci n'existerait plus depuis longtemps. En vérité, nous vivrions dans une époque de pragmatismes, Krouchtchev, Gomulka, Mendès-France et de Gaulle seraient des pragmatistes, chacun à la manière, car ils ont pris leurs distances vis-à-vis des idéologies. La démocratie est encore une idée neuve qu'il faut promouvoir et ensuite insérer concrètement dans la société industrielle moderne. « Le pari sur la démocratie en 1961 n'a de sens que s'il est fondé sur une tentative d'insertion des valeurs traditionnelles de liberté dans des structures modernes mal connues et fondamentalement mouvantes ».

Posant cette affirmation, le club Jean-Moulin a étudié les problèmes qui se présentent dans les différents domaines où l'État étend son activité.

Il souligne l'urgence de la démocratisation de l'enseignement, ce qu'aucun esprit de bonne foi ne peut contester.

Pour ce qui concerne l'armée, les propositions sont plus originales puisqu'elles tendent à la formation d'une armée populaire du type suisse pour la lutte contre la subversion, les soldats de métier demeurant installés dans des bases logistiques auprès d'engins nucléaires, tandis que les forces destinées au combat conventionnel auront une puissance et une qualité qui dépendront des possibilités financières du pays. Les observations sur les données nouvelles de la Défense Nationale sont judicieuses.

Le club Jean-Moulin, comme la plupart des partis politiques, désire le rapprochement et même l'osmose armée-nation.

L'antinomie est soulignée du savant et du démocrate qu'occupe l'« exploitation du possible dans le champ limité par les rêves, les préjugés et les intuitions de l'opinion publique ». La conclusion est tout de même que le niveau moyen des connaissances scientifiques d'un peuple sera de plus en plus un facteur décisif de son dynamisme.

L'évolution de la notion de justice fait l'objet de quelques pages fort bien écrites, mais la solution avancée déçoit par son archaïsme. L'exactitude du diagnostic laissait mieux espérer.

Mais là n'est pas l'essentiel. Partant du citoyen, de sa formation, de sa prise de responsabilité dans la gestion du bien commun, le club Jean-Moulin aborde le problème des institutions. Sans doute les pages traitant de la décentralisation, de la planification du suffrage universel et du principe délibératif sont-elles les plus riches et les plus intelligentes de l'ouvrage.

L'État s'est jusqu'à maintenant comporté en matière économique comme un bouchon abandonné au fil de l'eau. Selon le club Jean-Moulin il doit désormais prendre l'initiative et s'engager résolument dans la planification, fort de la possession des infrastructures industrielles. Il doit plus nettement prendre parti dans le domaine social. Il doit chaque fois que la situation l'exige choisir sans retard entre la consommation et les investissements destinés à satisfaire les besoins collectifs, entre les familles et les célibataires, entre le passé et l'avenir. Il doit veiller à ce que la sécurité de chacun s'accroisse, sans que, pour autant, elle s'identifie à l'atonie intellectuelle. L'État incitera les entreprises à faciliter l'auto-gestion par leurs ouvriers plutôt que l'extension de la bureaucratie.

Au point de rencontre de l'économie et du social est situé ce qui paraît être pour le club Jean-Moulin la clé du problème. Seule la décentralisation, la réanimation des régions pour ne pas dire des provinces, permettraient la participation effective du citoyen. La phrase de Guiso « C'est le délégué du souverain qui allume les réverbères » est en exergue d'un propos fort éloquent sur la gestion par les intéressés des affaires qui les concerne. La démocratie a toujours été une théorie en France parce qu'elle ne s'inscrivait pas dans le même cadre que l'existence quotidienne. De cette idée fortement ancrée dans l'esprit des rédacteurs découle le jugement sans indulgence qu'ils portent sur les partis et sur les députés. Les parlementaires seraient élus non pour leurs capacités d'« entrepreneurs » mais pour celles d'intercesseurs qui tirent les sonnettes plutôt qu'ils n'agis-

sent. Dans l'esprit du public le député serait pour cette raison un être improductif. Aux partis envahis par la bureaucratie, doublés par les lobbies économiques, pourraient se substituer pour recréer une culture politique des centres et des groupements d'éducation démocratique, non partisans.

Les syndicats ne sont pas davantage épargnés que les partis. Il leur est reproché notamment de renoncer trop volontiers à l'action pour se complaire dans un rôle d'instance juridique. La transformation des structures économiques favorise l'apparition du syndicalisme d'entreprise dont le développement, lié à la politique d'intégration des ouvriers à l'entreprise, aura des conséquences importantes sur le progrès du mouvement social.

Le syndicalisme évolue, les partis se replient sur eux-mêmes et sont victimes d'une désaffection des masses. Cependant, partis et syndicats demeurent le chemin de la démocratie. Ils sont en effet, la garantie et la sauvegarde des citoyens aux prises avec les terribles moyens modernes de conditionnement. Si les partis ne sont plus les seuls relais entre le peuple et le Pouvoir, il reste que « sans eux la démocratie est inviable ». Sous la plume des sévères censeurs du club Jean-Moulin, cette affirmation a son prix. « Il y a toujours des partis parce qu'il y a toujours des choix qui se présentent, parce que des intérêts contradictoires naissent au sein de chaque société. » Mais un immense effort d'adaptation et d'imagination incombe aux partis s'ils veulent retrouver l'audience de l'opinion et être, dans une société complexe, des « agents » efficaces de la vie civique. Sans doute y a-t-il pour assurer leur rénovation d'autres voies que le bipartisme rigoureux souhaité par le club Jean-Moulin.

Après une excellente étude critique de suffrage universel, les auteurs décrivent le régime qui leur paraît le mieux adapté à la promotion démocratique. Ce régime répondant aux impératifs d'une société égalitaire, mais dynamique serait le régime présidentiel avec gouvernement de législature et dissolution automatique du Parlement. Pour brillante et solide que soit la démonstration, les adversaires du régime présidentiel peuvent sans doute lui opposer des objections valables et ne pas la juger convaincante.

S'il contient en définitive peu d'idées très nouvelles, le travail du club Jean-Moulin apporte une intéressante contribution à la compréhension de notre époque et à la réflexion sur les conditions d'une démocratie moderne. En ce moment où tant d'idées sont agitées, tant de suggestions avancées, tant de certitudes ébranlées, tant d'habitudes de pensée mises en question, « L'État et le Citoyen » constitue un dossier sérieux établi avec le méritoire souci de fournir des matériaux à la construction

difficile d'une Cité vraiment démocratique; un dossier à l'élaboration duquel la part prise par les fonctionnaires a été prépondérante, ce qui en délimite et les limites et les indiscutables qualités.

Mais la principale importance du travail accompli se situe peut-être sur un autre plan. Il témoigne d'un solide optimisme et de la ténacité d'équipes qui se sont relayées et ont réussi à mettre noir sur blanc les idées nées de leurs discussions. Voilà donc un acte de foi dans la démocratie. Prendre la plume, écarter les schémas simplistes, se vouer à la précision au risque d'encourir la critique des sceptiques, mettre en commun les expériences et les connaissances, rechercher et trouver un accord sur l'essentiel, proposer sans dogmatisme des orientations et des ouvertures, c'est bien servir l'idée démocratique.

Henri BOURBON

Editions du Seuil.

Eloge du Colonialisme

de Julien Cheverny

Je ne connais pas Julien Cheverny. Je sais seulement que ce pseudonyme cache un conseiller référendaire à la Cour des Comptes, qui longtemps fut conseiller technique du gouvernement Khmère.

Je sais aussi qu'avant son dernier livre, « *Eloge du Colonialisme* », il était connu pour un pamphlet, « *Ces Princes que l'on gouverne* » dont le titre m'enchanta, mais que je n'ai pas lu. Ignorant tout de Julien Cheverny, je puis pourtant affirmer qu'il est « mendésiste ». Peut-être même n'ai-je jamais aussi bien compris qu'en lisant « *Eloge du Colonialisme* », la valeur et les tares du mendésisme : exactitude presque géniale de l'analyse et sa capacité de synthèse ; intelligence aiguë des causes, mais inaptitude à en orienter les effets ; dédain des vraies solutions au profit des seules solutions politiques. Le mendésisme n'est pas opinion mais tournure d'esprit, d'un esprit dont le

courant est permanent en France : La Boétie fut un mendésiste et peut-être Montaigne aussi, presque tout notre XVIII^e siècle. Et puis Benjamin Constant le plus typique des mendésistes d'avant, Mendès. Julien Cheverny est de cette lignée : ce n'est pas si mal.

Eloge du Colonialisme nous apporte la meilleure critique de l'assistance technique, telle que l'a pratiquée l'Occident. Il en perçoit toutes les tares. Il juge sans oiseuse pitié, les défauts des bénéficiaires, ces Césars d'Asie ou d'Afrique dont nos subsides soutiennent l'incertain pouvoir. Il est sans indulgence pour une aide aux pays sous-développés, cette panacée aux maux de la décolonisation. Donateurs et donataires sont également fustigés. Ils ne méritent pas mieux. Le style est violent, la description est implacable, mais tout est vrai dans les trois premiers quarts de ce livre et nul ne peut plus parler du Tiers Monde s'il n'a médité ces pages. Un tel ouvrage a la qualité d'un classique de la littérature politique.

Oui, les trois premiers quarts de ce livre sont admirables. Malheureusement M. Julien Cheverny prétend apporter un remède aux maux qu'il nous a déniés. Aussitôt il sombre dans l'infantilisme. Il nous a fait sentir les méfaits de la politique substituée à la technique et il ne nous apporte qu'une solution politique. Laquelle ? L'entente entre l'Est et l'Occident, un accord entre la Russie et les Etats-Unis pour le gouvernement du Tiers Monde. Autant réclamer l'extinction du paupérisme à onze heures du soir !...

Georges LE BRUN-KERIS.

Editions Julliard.

La Cour

d'André Ribaud

Dessins de Moisan

Ce livre est un authentique chef-d'œuvre d'humour et un tour de force littéraire. Il s'agissait pour André Ri-

baud, journaliste parlementaire, de présenter, à la manière de Saint-Simon, « la petite histoire » de la V^e République. Il le fait chaque semaine dans un hebdomadaire satirique. René Julliard a eu l'idée heureuse d'en faire un livre.

C'est bien sûr la figure du roi, pardon du Général, qui domine l'ouvrage. L'auteur nous le décrit féroce ainsi : « C'était un prince au fond très malheureux, sous le masque de l'impassible, qui s'agrippait à proportion qu'il semblait s'apaiser, abusé de soi-même autant que désabusé des autres, lassé du monde sans être dépris du trône, borné dans son pouvoir à mesure qu'il était augmenté dans son arbitraire, redouté en tout, obéi en rien. Il avait cru être né pour commander à l'univers, il n'était pas le maître de son royaume, ni même de sa Cour. »

Mais les autres personnages du régime figurent à leur place dans cette fresque insolite écrite dans le style « Grand Siècle ». Les caricatures de Moisan illustrent parfaitement celles que la plume d'André Ribaud nous propose. Mais si les unes et les autres sont féroces, elles soulignent en fait les travers réels des hommes qui font l'histoire de France contemporaine. Les anecdotes qui nous sont contées sont, certes, vraies. Présentées sous une forme que les chroniqueurs du règne de Louis XIV n'auraient pas désavouée, elles prennent un relief inhabituel.

Le fait qu'un livre de ce genre est pu paraître dans les circonstances actuelles est un bon point pour le pouvoir. Comme l'athlète s'entraîne en assouplissant ses muscles, l'auteur s'est astreint à lire et à relire les ouvrages de Saint-Simon pour s'en imprégner. Cet exercice lui a été profitable et il ne semble avoir plus rien à apprendre.

Si la démocratie est en sommeil pour les raisons que chacun connaît, la République qui demeure permet encore de brocarder et de se gausser de ceux qui l'incarnent, sans pour autant être embastillés. Hommes d'esprit, dormez en paix ! La bienveillance des grands du royaume et leur libéralisme, peut être un peu méprisants, vous protègent. André Ribaud a mis en définitive les rieurs de son côté. Ceux qu'il égratigne avec talent se sont consolés en pensant qu'il vaut mieux en politique être chansonnés qu'ignorés.

Joseph POLL.

Editions Julliard.

LA PESTE

PAR ETIENNE BORNE

ILS n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. Ainsi de nous autres Français en cet an de grâce ou de disgrâce qui avons la peste, sous ses formes diluées ou virulentes, et qui souffrons d'une grave pathologie du sens politique. Tous malades, tous coupables, parce que le plus grand nombre tolère et quelques-uns pratiquent une violence qui est la négation même de cette légalité, de cette reconnaissance mutuelle du citoyen par le citoyen, de ce respect de l'homme qui sont la santé d'une civilisation. Lorsque de Français à Français, d'opposition à pouvoir la menace et le combat se substituent au dialogue raisonnable, l'itinéraire est proprement de décadence.

TOUTS les traits d'une régression féodale se reconnaissent dans la situation humiliée que la circonstance historique fait à la patrie : ces villes algériennes dont les rues sont livrées à la férocité d'une guerre raciste, une armée divisée, où chacun soupçonne son voisin et qui hésite entre l'obéissance passive et la révolte ouverte sans bien savoir lequel des deux partis est le plus désespéré ; une police peu sûre et dont certains éléments sont complices de l'entreprise de subversion qu'elle a la charge de réprimer ; de grands corps de l'Etat qui ont chacun leur idée de l'Etat, laquelle ne coïncide pas avec l'idée que l'Etat se fait de lui-même ; une justice qui lorsqu'elle a à juger des affaires politiques rend des sentences qui respirent soit l'opportunisme peureux, soit le défi déclaré ; des intellectuels habiles à contredire et qui appellent pensée le préjugé, l'idéologie, la passion. Et au-dessus de cette anarchie, une autorité suprême qui n'est au fond ni républicaine, ni royale, mais proprement impériale : le César prestigieux, sacré, unifiant symboliquement des diversités discordantes est dans les vieilles histoires le type de pouvoir que les féodalités tolèrent sans jamais le bien supporter, mais qui au fond leur convient passablement.

LE peuple français, de plus en plus embourgeoisé dans ses modes de vie, voit bien que la tragédie est quotidienne, mais il ne le croit pas, car les affaires publiques ne sont pas aujourd'hui cachées aux foules mais elles sont connues de tous comme un spectacle auquel on assiste avec un curiosité assidue, et qui donne les mêmes émotions fortes mais idéales qu'une pièce de théâtre ou un film dans lequel l'art du « suspense » serait porté à une singulière perfection. Cette sorte de participation, qui est le contraire d'un engagement, est bien faite pour tuer insensiblement et comme par euthanasie le sens civique. « Les

étranges lucarnes », comme écrit ce pasticheur heureux de Saint-Simon qui se taille une fortune littéraire dans les infortunes de notre politique, font une fenêtre sur le monde qui a le pouvoir magique de métamorphoser en représentations littéralement exactes, mais désamorçées, dévitalisées les grands tumultes cruellement réels de l'histoire contemporaine. Le spectateur n'omet pas d'admirer ou de haïr, de sympathiser ou de prendre parti ; mais le réel transposé en images opère ce que les auteurs classiques nommaient une « purification des passions », les sentiments politiques les plus naturellement vifs passant, comme l'événement lui-même, du réel à l'irréel. Intérêt désintéressé qui occupe le loisir privé des citoyens et semblable à celui que connaissent et aiment les foules rassemblées dans les stades. Les multitudes regardent le jeu : un petit nombre d'athlètes, de héros et de dieux jouent réellement. Quand la politique devient ainsi un spectacle constamment offert dans un climat de sécurité confortable, une séparation se produit entre la connaissance et l'action qui donne en effet des chances à une « démocratie directe » comme on dit et qui doit s'entendre comme une démocratie directement dirigée par le petit nombre de ceux qui préfèrent l'agitation de la scène et les lumières de la rampe à l'oisiveté obscure de la salle.

LA participation esthétique aux grandes tragédies publiques, qui est le fait du plus grand nombre, masque la dépolitisation de l'esprit public et est un alibi commode à l'indifférence, forme la plus commune de notre mal politique. Ici les lois de compensation sont implacables, et la démesure appelle la démesure : aux progrès du scepticisme plus ou moins camouflé correspond une montée du fanatisme et la douce non-violence du spectateur qui s'appelle la démesure aux progrès du scepticisme plus ou qui est lui, le privilégié du destin, et celle-ci est sans doute nécessaire pour donner du piment au si idéaliste plaisir de celle-là. Sceptiques et fanatiques sont au fond complices et atteints, sans toujours s'apercevoir qu'ils respirent un air malsain, par la même peste ; qu'ils fassent de la politique un pur spectacle ou qu'ils lui donnent le faux sublime de la violence, les uns et les autres sont au fond vides de la véritable espérance, la vertu proprement politique qui seule serait une option contre le déclin. Une décadence est toujours passionnante, pleine d'événements insolites, illustrée de figures hautes en couleurs. On craint que le présent moment de notre histoire, où la démocratie se meurt, ne soit une époque faisandée. Contre la peste de l'indifférence et de la violence qui sont le même mal, il n'y a d'autre thérapeutique que le rassemblement des démocrates. Mais il se fait tard.